

SERGE LATOUCHE

SURVIVRE AU DÉVELOPPEMENT

De la décolonisation de l'imaginaire économique
à la construction d'une société alternative

Social, humain, local, durable.... Le développement a récemment revêtu des « habits neufs » qui satisfont les critères des organisations internationales telles que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Mais la logique économique est restée la même, et le modèle de développement conforme à l'orthodoxie néolibérale.

Or le *développementisme* repose sur des croyances eschatologiques en une prospérité matérielle possible pour tous – que l'on sait dommageable et insoutenable pour la planète. Il faut donc remettre en cause les notions de croissance, de pauvreté, de besoins fondamentaux, et déconstruire notre imaginaire économique, ce qui affecte l'occidentalisation et la mondialisation. Certes, il ne s'agit pas de proposer un impossible retour en arrière, mais de penser les formes d'une alternative au développement : notamment la décroissance conviviale et le localisme.

Professeur émérite d'économie à l'université de Paris-Sud (Orsay), Serge Latouche est spécialiste des rapports économiques et culturels Nord-Sud et de l'épistémologie des sciences sociales. Il est notamment l'auteur de *La Dérailleur de la raison économique* (Albin Michel, 2001) et de *Justice sans limites* (Fayard, 2003).



mist

49.4963.2.

3 euros TTC France

ISBN : 978-2-84205-865-4

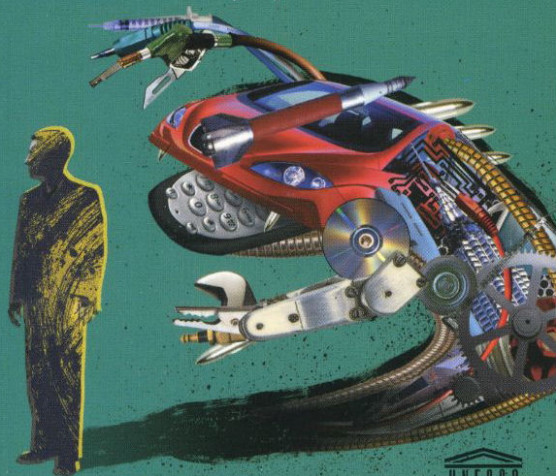


9 782842 058654

LES PETITS LIBRES N°55

SERGE LATOUCHE

Survivre au développement



MILLE . ET . UNE . NUITS

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

SERGE LATOUCHE

Survivre au développement

**De la décolonisation de l'imaginaire
économique à la construction
d'une société alternative**

Couverture de
Boris Séméniako

ÉDITIONS MILLE ET UNE NUITS

SOMMAIRE

LES PETITS LIBRES

N° 55



Le présent texte a pour origine une commande faite à Serge Latouche par l'Unesco, suite au symposium international « Défaire le développement, refaire le monde » qui s'est tenu au siège de l'Unesco du 28 février au 3 mars 2004. Ce symposium avait été organisé par l'association La ligne d'horizon, en coopération et avec le soutien du Programme de gestion des transformations sociales (MOST) de l'Unesco dont le but est de renforcer les liens entre recherche et action politique.

Les idées et opinions exprimées dans cette publication sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'Unesco.

© Mille et une nuits, département de la Librairie Arthème Fayard,
octobre 2004 pour la présente édition
ISBN : 978-2-84205-865-4

Avant-propos7

Introduction9

I. Vie, mort et résurrection d'un concept ...13

**II. Le développement comme mythe
et comme réalité**25

III. Le développement « à particule »31
Le développement social33
Le développement humain42
Le développement local45
Le développement durable51
Le développement *alternatif*68

IV. L'imposture développementiste73
L'ethnocentrisme du concept74
Les contradictions réelles :
l'imposture pratique78
Le paradoxe de la création des besoins79
Le paradoxe de l'accumulation81
Le paradoxe écologique de la croissance83

V. Sortir du développement	89
La décroissance conviviale	90
Le « localisme »	105
Conclusion : décoloniser l'imaginaire	115
Bibliographie	120

SERGE LATOUCHE

Survivre au développement

De la décolonisation de l'imaginaire
économique à la construction
d'une société alternative

AVANT-PROPOS

Cet opuscule trouve son origine dans une commande de l'Unesco en vue d'un *Policy paper*, à l'initiative d'Ali Kazancigil, alors secrétaire exécutif du programme MOST. Il s'agissait de faire la synthèse des critiques du développement et d'ouvrir des pistes pour la construction d'un après-développement. On s'étonnera peut-être que la proposition d'une société de décroissance, qui fait en ce moment même l'objet de débats passionnés au sein des mouvements antimondialistes, ne soit pas plus développée. Il y faudrait un ouvrage spécifique qui viendra en son temps.

Les arguments et les propositions présentées ici sont largement le fruit d'un travail collectif et de discussion, en particulier au sein de La ligne d'horizon, l'association des amis de François Partant, comportant de nombreuses références à toute une école de pensée dont il sera fait mention dans le texte. Il en résulte que certaines formulations n'ont pas toujours été restituées à leurs auteurs originels et ont été empruntées à ce qui est devenu une sorte de fonds commun. Je ne peux citer tous les amis à qui je suis redevable. Une mention spéciale, toutefois, doit être faite de mon « clone » genevois, Gilbert Rist, avec qui, depuis plus de trente ans je partage l'essentiel de ces analyses et qui, plus que tout autre, a contribué à enrichir ledit fonds. Un remerciement particulier s'adresse aussi à Silvia Perez

Vitoria, de *La ligne d'horizon*, qui a relu le manuscrit.

Si le lecteur trouve quelque mérite à cet ouvrage, que celui-ci rejaillisse sur tous, tandis que je reste seul à blâmer pour ses imperfections.

«Le caractère d'un vrai cargo cult est de privilégier l'attente du résultat sur la production de ce résultat. [...] Parce qu'elles annoncent des réussites miraculeuses qui ne surviennent jamais à l'échelle attendue, les politiques de développement, l'idéologie développementaliste, ne sont-elles pas aussi, en partie, des cargos cults, attentes messianiques de biens désirés mais jamais produits sur place?»

Bernard HOURS¹

Du 28 février au 3 mars 2002 s'est tenu au Palais de l'Unesco, à Paris, à l'initiative de l'association *La ligne d'horizon*, un colloque international sur l'après-développement intitulé «Défaire le développement/refaire le monde²». Ce colloque a réuni plus de sept

1. Bernard Hours, *Domination, dépendances, globalisation. Tracés d'anthropologie politique*, Paris, L'Harmattan, 2002, p. 58.

2. Ce colloque a bénéficié du soutien actif du programme MOST. Il a été organisé en partenariat avec *Le Monde diplomatique* et un certain nombre d'Organisations non gouvernementales (ONG) ; il a obtenu un appui financier de Bruxelles et du ministère français des Affaires étrangères ; les actes en ont été publiés sous le même titre chez Parangon, Paris, 2002.

cents participants dont l'enthousiasme ne s'est pas démenti au cours de ces journées studieuses, témoignant par là de l'intérêt pour un sujet qui pouvait paraître iconoclaste, il n'y a pas si longtemps.

Le courant de pensée qui se réfère à l'« après-développement » a jusqu'à ce jour, en effet, gardé un caractère quasi confidentiel. Il a pourtant, au cours d'une histoire déjà longue, produit une littérature non négligeable et se trouve représenté dans plusieurs lieux de recherche et d'action de par le monde³. Né dans les années 1960, avec la première décennie du développement, d'une réflexion critique sur l'échec des politiques de développement, ce courant regroupe des chercheurs et des acteurs sociaux du Nord comme du Sud qui sont porteurs d'analyses et d'expériences novatrices sur le plan économique, social et culturel. Au fil des ans, des liens, le plus souvent informels, se sont tissés entre ses diverses composantes, les expériences et les réflexions s'alimentant mutuellement. Il met au centre de son analyse la remise en cause radicale de la notion de développement, qui, en dépit des évolutions formelles qu'elle a connues, reste le point de rupture décisif au sein du mouvement de critique du capitalisme et de la mondialisation. En bref, il y a ceux pour qui le développement est la source de tous les maux et ceux pour qui il constitue la solution miracle de tous les problèmes. Il y a d'un côté ceux qui

militent pour un problématique « autre » développement (ou une non moins problématique « autre » mondialisation) et de l'autre ceux qui, comme nous, veulent sortir du développement et de l'économisme. Mettant à nu les présupposés du développement, ce courant critique a dû procéder à une véritable « déconstruction » de la pensée économique. Sont ainsi remises en cause les notions de croissance, de pauvreté, de besoins fondamentaux, d'aide, de niveau de vie, etc.⁴

Après la faillite du socialisme réel et le glissement honteux de la social-démocratie vers le social-libéralisme, ces analyses sont susceptibles de contribuer à un renouveau de la pensée d'une véritable société alternative à la société de marché et de participer à la construire. Remettre radicalement en question le concept de développement c'est faire de la subversion cognitive, et celle-ci est le préalable et la condition de tout vrai changement politique, social et culturel⁵.

4. Le principal ouvrage de référence est *The Development Dictionary*, édité par Wolfgang Sachs, Londres, Zed Books, 1992. Cet ouvrage traduit dans de nombreuses langues regroupe des contributions des principaux représentants de ce courant. La traduction française sortira chez Parangon, coll. « L'après-développement » en 2004.

5. La mouvance antidéveloppementiste est présente au sein des ONG, des mouvements écologistes et de l'intelligentsia à peu près partout dans le monde mais de façon très minoritaire, avec quelques points forts, en Inde, au Mexique, au Québec, en Belgique et en Suisse. Il existe trois réseaux qui en regroupent les principaux représentants : l'International Network for Cultural Alternatives to Development (INCAD) basé à Montréal, Centre

3. Le numéro spécial de la revue *L'Écologiste* (n° 6, vol. 2-n° 4, hiver 2001-2002), « Défaire le développement/refaire le monde », fait le point sur la question.

Le moment semble favorable pour faire sortir ces analyses de la semi-clandestinité où elles ont été cantonnées jusqu'à présent.

I

Vie, mort et résurrection d'un concept

Il y a un peu plus de cent quarante ans est née une grande espérance pour l'humanité, surtout pour les humiliés, les opprimés, les exclus. Cette espérance s'est appelée « socialisme ».

Il y a un peu plus de soixante-dix ans, des hommes, en général généreux et courageux, ont entrepris avec succès de donner corps à cet idéal et de bâtir le socialisme. Pour ce faire, ils se sont sacrifiés, ils ont aussi sacrifié les autres, beaucoup d'autres... des générations et des générations ont ainsi été sacrifiées pour construire un avenir radieux. Et puis, après tout ce temps, on a commencé à comprendre que le socialisme c'était le socialisme réellement existant. Ce n'était que cela. Et l'on a découvert que le socialisme réellement existant, cela signifiait le goulag plus la nomenklatura avec en prime Tchernobyl...

Il y a un peu plus de cinquante ans est née une autre espérance, une espérance aussi grande pour les nouveaux « damnés de la terre », les peuples du tiers-monde, que le socialisme l'avait été pour les prolétaires des pays occidentaux. Une espérance peut-être plus suspecte dans ses origines et dans ses fondements, puisque les Blancs en avait apporté avec eux les graines

interculturel de Montréal, 4917 rue St-Urbain, Montréal, Québec, Canada, H2T2W1; le Réseau Sud/Nord cultures et développement, 172 rue Joseph II, Bruxelles, Belgique; le troisième, le Réseau des objecteurs de croissance pour un après-développement (ROCAD) regroupe en particulier les revues *Silence*, *L'Ecologiste*, *La Décroissance*, l'association La ligne d'horizon (www.apres-developpement.org). Le premier publie la revue *Interculture* (deux éditions, en français et en anglais), le deuxième publie le bulletin *Quid pro quo* en français, anglais et espagnol.

et qu'ils les avaient semées avant de quitter les pays qu'ils avaient pourtant durement colonisés. Cette espérance, c'était le développement⁶. Mais enfin, les responsables, dirigeants, élites des pays nouvellement indépendants présentaient à leur peuple le développement comme la solution de tous leurs problèmes.

Les nouveaux États indépendants ont tenté l'aventure du développement. Ils l'ont tentée avec maladresse, peut-être, mais on n'a pas le droit de dire qu'ils ne l'ont pas tentée, et souvent avec une violence et une énergie désespérées. Le projet *développementaliste* était même la seule légitimité avouée des élites au pouvoir. Certes, on peut épiloguer à l'infini pour savoir si les conditions *objectives* de réussite de l'aventure moderniste étaient ou n'étaient pas remplies. Sans ouvrir cet énorme dossier, tout un chacun reconnaîtra qu'elles n'étaient guère favorables ni à un développement planifié, ni à un développement libéral. Les responsables des jeunes États étaient pris dans d'insolubles contradictions. Ils ne pouvaient ni refuser le développement, ni le construire. Ils ne pouvaient, en conséquence, ni refuser d'introduire, ni réussir à acclimater tout ce qui participe de la *modernisation* : l'éducation, la médecine, la justice, l'administration, la technique occidentales. Les *freins*, les *obstacles* et les *blocages* de toute nature,

6. « La naissance du développement comme ambition ou projet est inséparable de cette rupture juridique qui transfère le pouvoir et ses attributs à des États neufs dont certains attendent des miracles, dans de nombreux cas sans luttes violentes, ce qui facilitera la transition vers un néo-colonialisme paternaliste, plein de bonnes intentions », Bernard Hours, *op. cit.*, p. 90.

chers aux experts économistes, rendaient peu crédible la réussite d'un projet qui impliquait d'accéder à la compétitivité internationale à l'époque où se préparait l'*hypermondialisation* actuelle, c'est-à-dire la guerre économique généralisée. Théoriquement reproductible, le développement n'est pas universalisable. Les plus connues et les plus faciles à saisir, sinon les plus décisives, en sont les raisons écologiques : la finitude de la planète rendrait la généralisation du mode de vie américain impossible et explosif⁷.

On a pu dater avec précision la naissance du concept de développement, dans le sens qu'il a pris en économie au cours de la mise en œuvre de politiques et de projets dans les décennies qui se revendiquent de son nom. Wolfgang Sachs a raconté de façon saisissante les débuts de cette entreprise qui a connu un succès considérable :

« Le 20 janvier 1949, le vent et la neige faisaient rage sur Pennsylvania Avenue – qui va de la Maison Blanche au Capitole – quand, dans son discours inaugural devant le Congrès, le président Truman qualifia la majeure partie du monde de régions sous-développées. Ainsi naquit brusquement ce concept charnière – depuis lors jamais remis en question – qui englobait l'infinie diversité des modes de vie de l'hémisphère Sud dans une seule et unique catégorie : sous-développée. Du même coup et pour la première fois, sur

7. Pour une analyse des autres raisons plus théoriques, voir notre ouvrage *Faut-il refuser le développement ?*, PUF, Paris, 1986.

les scènes politiques importantes surgissait une nouvelle conception du monde selon laquelle tous les peuples de la terre doivent suivre la même voie et aspirer à un but unique : le développement. Aux yeux du Président, le chemin était tout tracé : "Une plus grosse production est la clé de la prospérité et de la paix." Après tout, n'était-ce pas les États-Unis qui s'étaient le plus approchés de cette utopie ? Dans cette perspective, les nations se classent comme les coureurs : celles qui traînent à l'arrière et celles qui mènent la course. Et "les États-Unis se distinguent parmi les nations par le développement des techniques industrielles et scientifiques". Travestissant ses propres intérêts en générosité, Truman n'hésita pas à annoncer un programme d'aide technique qui allait supprimer "la souffrance de ces populations" grâce à "l'activité industrielle" et à la "hausse du niveau de vie". Quarante ans plus tard, avec le recul, le discours de Truman est perçu comme le coup d'envoi de cette course du Sud pour rattraper le Nord, mais depuis, non seulement la distance s'est encore agrandie et certains coureurs chancellent sur la piste, mais tous commencent à soupçonner qu'ils courent peut-être tout à fait dans la mauvaise direction. » ⁸

Toutefois, un grand désenchantement a suivi les quatre décennies du développement. Comme entre-

8. Wolfgang Sachs et Esteva Gustavo, « Le développement : une course dans le monde conçu comme arène économique » in *Des ruines du développement*, Montréal, Écosociété, 1996, p. 14.

prise paternaliste et transitive (« les pays riches développent les pays les moins avancés »), le développement se trouve mal en point. En témoigne le fait que l'aide au développement décrétée à 1 % du PIB des pays de l'OCDE, lors de la première décennie du développement de l'ONU en 1960, réajustée à la baisse à 0,70 % en 1992 à Rio et en 1995 à Copenhague, n'atteint pas les 0,25 % ! En témoigne aussi le fait que la plupart des instituts d'études ou les centres de recherche sur le développement ont fermé leurs portes ou sont moribonds. Un président de l'organisme fédéral canadien responsable de la recherche sur le développement international résumait ainsi le désenchantement croissant sur le concept : « La vision du développement qui a inspiré les efforts internationaux pour quatre décennies se trouve au bord de l'extinction. Il ne s'agit pas d'un déclin temporaire de la volonté politique, ni de la conséquence d'un ralentissement économique temporaire dans le Nord industriel. C'est plutôt l'idée de développement elle-même qui disparaît du paysage comme conséquence directe des changements et discontinuités massifs de notre temps. Elle fait partie du génie occidental [c'est-à-dire moderne], également en déclin, selon lequel le progrès scientifique et technologique améliorerait nécessairement et inévitablement le bien-être des gens et de la terre ⁹. » La crise de la théorie économique du développement annoncée dans les années 1980 s'est plus qu'aggravée. On est en pleine

9. K. Besançon, « *The Collapsing Vision of Global Development* » (conférence du PNUD, Bucarest, sept. 1992).

avoirs des 84 personnes les plus riches surpassent le PIB de la Chine avec son 1,2 milliard d'habitants ! Enfin, les 225 plus grosses fortunes représentent un total de 1 000 milliards de dollars, soit l'équivalent du revenu annuel des 47 % des individus les plus pauvres de la population mondiale, soit 2,5 milliards de personnes¹² !

Selon le rapport de 2001, le quintile le plus riche de la population mondiale détient 86 % du PIB mondial contre 1 % pour le plus pauvre ! Le revenu total de l'ensemble des Pays moins avancés (PMA), soit 609 millions d'habitants, n'est que de 169 milliards de dollars, soit environ 15 % de la fortune des 200 multimilliardaires (1 135 milliards de dollars) ou l'équivalent de celle des 3 premiers multimilliardaires seulement¹³ !

Dans ces conditions, il n'est plus question au Sud de développement, en tant que tel, mais seulement d'ajustements structurels, c'est-à-dire de plans d'austérité imposés par le FMI pour rétablir la solvabilité des pays endettés par des projets de développement illusoire. Pour le volet social, on fait largement appel à ce que Bernard Hours nomme joliment « un samu mondial » dont les ONG humanitaires, les urgenciers sont l'outil capital¹⁴.

12. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica, 1998.

13. *Rapport mondial sur le développement humain*, Bruxelles, De Boeck Université, 2001.

14. Bernard Hours, *L'Idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue*, Paris, L'Harmattan, 1998.

Et pourtant, après une dizaine d'années de coma avancé, on assiste, depuis la contestation à Seattle de la mondialisation, à une véritable résurrection du développement, au point qu'en décembre 2001 l'OMC lui a consacré le sommet de Doha (Qatar) et, au printemps 2002, l'ONU, la conférence de Monterrey (Mexique).

Alors que la mondialisation semblait les avoir frappés d'un coma mortel, on peut observer depuis peu ce que l'on pourrait appeler une résilience du développement et du développementisme au Sud comme au Nord, dans la pensée dominante comme dans la pensée « altermondialiste ». Au Sud, sur la scène officielle, c'est l'agenda de Doha pour le développement, sur la scène alternative, la dénonciation par Martin Khor de ce même Doha comme agenda antidéveloppement et l'action du réseau Gobonet animé par le Philippin Nicanor Perlas, en faveur du développement durable. Au Nord, les déclarations d'Ignacy Sachs font écho, me semble-t-il, aux propositions présentées au Forum social européen par Jean-Marie Harribey comme étant « celles d'Attac » et qui rejoignent celles défendues par René Passet. « Pour ma part, je pense que *plus que jamais le développement est une idée-force*¹⁵ ». « Le moment est venu, peut-être, dit-il encore, de proposer une révolution sémantique et de revenir au terme "développement" sans aucune qualification, à condition bien entendu de le redéfinir en tant que concept pluridi-

15. Cahier de l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), juin 2003, p. 169.

mensionnel¹⁶. » Plutôt que de développement durable, Jean-Marie Harribey préfère lui aussi « requalifier » le développement tout court. Bien évidemment, c'est la persistance dans la croyance en la naturalité/universalité de l'économie qui explique et autorise cette résurgence et permet, contre toute évidence, de prétendre que le développement durable, c'est finalement la même chose sous un autre nom que la société de décroissance que nous défendons¹⁷ !

Si le développement survit ainsi à sa mort, il le doit surtout à ses critiques ! En inaugurant l'ère du développement « à particule » (humain, social, etc.), les humanistes ont canalisé les aspirations des victimes du développement pur et dur du Nord et du Sud en les instrumentalisant. Le développement durable est certainement la plus belle réussite dans cet art du rajeunissement des vieilles lunes. Il illustre parfaitement le procédé dénoncé par Viviane Forrester dans *L'Horreur économique* : « L'imagination des instances au pouvoir est sans

16. Ignacy Sachs, « Le développement reconsidéré : quelques réflexions inspirées par le sommet de la terre », *Tiers-Monde*, n° 137, p. 54. Il ajoute : « C'est l'occasion d'approfondir le concept de développement » (*ibid.*, p. 60).

17. Contre toute évidence, car s'il y a (et c'est heureux !) convergence sur certaines mesures concrètes à envisager, la différence d'analyse entre ceux qui depuis les années 1960 dénoncent l'imposture du développement et les humanistes qui s'en sont depuis toujours fait les complices est totale. Le qualificatif « durable » apparaît alors comme une hypothèse *ad hoc* pour tenter de sauver ce qui peut l'être du paradigme du développement bien défraîchi par ses échecs répétés.

limite lorsqu'il s'agit de distraire la galerie avec des bricolages débiles, sans effets, sinon néfastes, sur rien¹⁸. » Le « durable » est tout juste alors ce qui permet au développement de prolonger indéfiniment son agonie.

Les adversaires de la mondialisation libérale ont certainement joué un rôle non négligeable dans cette « résurrection ». Par leur foi développementiste persistante, ils ont soufflé à leurs adversaires la rhétorique permettant d'embrouiller un peu plus les choses. Il existe, en effet, une quasi-unanimité à gauche (et même au centre) pour dénoncer les méfaits d'une mondialisation libérale, voire ultralibérale. Cette critique consensuelle s'articule sur six points :

1. La dénonciation des inégalités croissantes tant entre le Nord et le Sud qu'à l'intérieur de chaque pays ;

2. Le piège de la dette pour les pays du Sud avec ses conséquences sur l'exploitation inconsidérée des richesses naturelles et la réinvention du servage et de l'esclavage (en particulier des enfants) ;

3. La destruction des écosystèmes et les menaces que les pollutions globales font peser sur la survie de la planète ;

4. La fin du *welfare*, la destruction des services publics et le démantèlement des systèmes de protection sociale ;

5. L'*omnimarchandisation*, avec les trafics d'organes, le développement des « industries culturelles » uniformisantes, la course à la brevetabilité du vivant ;

18. Viviane Forrester, *L'Horreur économique*, Paris, Fayard, 1996, p. 90.

6. L'affaiblissement des États-nations et la montée en puissance des firmes transnationales comme « les nouveaux maîtres du monde ».

Au fond, beaucoup d'antimondialistes, et en particulier tous ceux qui prônent « une autre mondialisation », pensent que le remède à tous ces maux n'est autre qu'un retour au développement, soit un « redéveloppement ». Il faudrait revenir au développement des années 1960 en le corrigeant, s'il y a lieu, de ses effets négatifs. Le développement « durable » ou « soutenable » apparaît ainsi comme la panacée tant pour le Sud que pour le Nord. Cela ressort plus ou moins des conclusions des forums de Porto Alegre.

Au bout du compte, si la rhétorique pure et dure du développement avec la pratique liée de l'expértocratie volontariste ne fait plus autant recette, le complexe des croyances eschatologiques en une prospérité matérielle possible pour tous, qu'on peut définir comme « le développementisme », reste intact. Les antimondialisation y croient, les princes qui nous gouvernent et les institutions internationales font comme si. En démystifiant ce *développementisme*, ce sont aussi l'occidentalisation et la mondialisation qui se retrouvent démystifiées en profondeur. On contribue ainsi à lutter sérieusement contre l'empire et l'emprise de la pensée unique et contre la marchandisation du monde.

II

Le développement comme mythe et comme réalité

Cette aspiration *naïve* à un retour du développement témoigne à la fois d'une perte de mémoire et d'une absence d'analyse sur la signification historique de ce développement.

La mondialisation actuelle nous montre ce que le développement a été et que nous n'avons jamais voulu voir. Elle est le stade suprême du développement réellement existant en même temps que la négation de sa conception mythique. Rappelons la formule cynique d'Henry Kissinger, « la mondialisation n'est que le nouveau nom de la politique hégémonique américaine ». Mais alors quel était l'ancien nom ? C'était tout simplement le développement économique lancé par Harry Truman en 1949 pour permettre aux États-Unis de s'emparer des marchés des ex-empires coloniaux européens et éviter aux nouveaux États indépendants de tomber dans l'orbite soviétique. Et avant l'entreprise développementiste ? Le plus vieux nom de l'occidentalisation du monde était tout simplement la colonisation et le vieil impérialisme. On a toujours à faire à des slogans et des idéologies visant à légitimer l'entreprise hégémonique de l'Occident. Si le développement, en effet, n'a été que la poursuite de la colonisation par

d'autres moyens, la *nouvelle* mondialisation, à son tour, n'est que la poursuite du développement avec d'autres moyens¹⁹. Il convient donc de distinguer le développement comme mythe du développement comme réalité historique. La vision mythique du développement est abondamment présente dans la littérature sur le sujet. Le développement y est défini comme la réalisation des désirs et des aspirations de tous et de chacun hors contexte historique, économique, social et culturel.

Sous le nom de *vrai* développement, le rapport de la commission Sud de 1990 illustre assez bien cette conception mythique du développement. Celui-ci, en effet, y est défini comme « un processus qui permet aux êtres humains de développer leur personnalité, de prendre confiance en eux-mêmes et de mener une existence digne et épanouie²⁰ ». Il est évident que ce développement-là ne s'est jamais produit nulle part. Il en est de même des aspirations de l'encyclique papale, *Populorum progressio*, avec les formulations humanistes empruntées aux experts pontificaux (le père Lebreton ou François Perroux). Paul VI déclare en effet : « Le développement ne se réduit pas à la simple croissance économique. Pour être authentique, il doit être intégral c'est-à-dire promouvoir tout homme et tout l'homme²¹. » Ce développement-là est comme le merle blanc, personne ne l'a

19. « Le développement se présente comme un remarquable outil de néocolonisation de par sa dimension de pédagogie qui suppose aide et assistance », (Bernard Hours, *op. cit.*, p. 66).

20. *Défis au Sud*, rapport de la commission Sud présidée par Julius K. Nyerere, Paris, Economica, 1990, p. 10.

21. Encyclique *Populorum progressio*. On peut lire dans la même

jamais rencontré ! On peut encore, à la manière de l'ethnologue Jean Malaurie, affirmer que « développer, c'est aller dans le sens de l'Histoire et du génie d'un peuple²² » ou, à l'africaine, proclamer que désormais « un bon développement, c'est d'abord valoriser ce que faisaient les parents, avoir des racines²³ » ; dans les deux cas, c'est définir un mot par son contraire. Le développement a été, est, et sera d'abord un déracinement. Partout, il a entraîné un accroissement de l'hétéronomie au détriment de l'autonomie des sociétés. Tel est le mythe du développement.

Une fois revenu sur terre, il reste que le concept de développement est piégé dans un dilemme : soit le mot développement, sorti de son cadre historique, désigne tout et son contraire ; il désigne alors en particulier toutes les expériences historiques de dynamique culturelle de l'histoire de l'humanité, de la Chine des Han à l'empire de l'Inca. Dans ce cas, il ne désigne rien en particulier, il n'a aucune signification utile pour promouvoir une politique, et il vaut mieux s'en débarrasser. Soit il a un contenu propre. Ce contenu désigne alors nécessairement ce qu'il possède de commun avec l'expérience occidentale du *décollage* de l'économie telle qu'elle s'est mise en place, disons depuis la révolution indus-

encyclique : « Le développement est le nouveau nom de la paix. » Après la guerre pétrolière en Irak, on est fondé à se demander si le développement n'est pas plutôt le nouveau nom de la guerre ?

22. Jean Malaurie, « Lettre à René Dumont », cité dans *Pour l'Afrique, j'accuse*, Paris, Plon, 1986, pp. 401-402.

23. Alidou Sawadogo, cité par Pierre Pradervand, *Une Afrique en marche*, Paris, Plon, 1989, p. 109.

truelle en Angleterre dans les années 1750-1800. C'est bien cette expérience-là qui est proposée en modèle par le président Truman en janvier 1949 et qui sera théorisée par Rostow. Dans ce cas, quel que soit l'adjectif qu'on lui accole, le contenu implicite ou explicite du développement c'est la croissance économique, l'accumulation du capital avec tous les effets positifs et négatifs que l'on connaît : compétition sans pitié, croissance sans limites des inégalités, pillage sans retenue de la nature. Or, ce noyau dur que tous les développements ont en commun avec cette expérience-là est lié à des « valeurs » qui sont le progrès, l'universalisme, la maîtrise de la nature, la rationalité quantifiante. Ces valeurs sur lesquelles reposent le développement, et tout particulièrement le progrès, ne correspondent pas du tout à des aspirations universelles profondes. Elles sont liées à l'histoire de l'Occident, elles recueillent peu d'écho dans les autres sociétés. Les sociétés animistes, par exemple, ne partagent pas la croyance dans la maîtrise de la nature, non plus que les bouddhistes ou les hindouistes. La Constitution indienne prévoit et prescrit le respect des animaux, en conséquence de quoi des tribunaux ont condamné la fabrication de conserves comme contraire au *dharma*. Aujourd'hui, ces valeurs occidentales sont précisément celles qu'il faut remettre en question pour trouver une solution aux problèmes du monde contemporain (et de la mondialisation « libérale ») et éviter les catastrophes vers lesquelles l'économie mondiale nous entraîne.

On peut définir le développement réellement existant comme une entreprise visant à transformer les rapports

des hommes entre eux et avec la nature en marchandises. Il s'agit d'exploiter, de mettre en valeur, de tirer profit des ressources naturelles et humaines²⁴. Entreprise agressive envers la nature comme envers les peuples, elle est bien comme la colonisation qui la précède et la mondialisation qui la poursuit, une œuvre à la fois économique et militaire de domination et de conquête. Le « développementisme » manifeste la logique économique dans toute sa rigueur. Qu'on le veuille ou non, on ne peut pas faire que le développement soit différent de ce qu'il a été. Le développement a été et est l'occidentalisation du monde²⁵. Les mots s'enracinent dans une histoire ; ils sont liés avec des représentations qui échappent, le plus souvent, à la conscience des locuteurs, mais qui ont prise sur nos émotions. Il y a des mots doux, des mots qui donnent du baume au cœur et des mots qui blessent. Il y a des mots qui mettent un peuple en émoi et bouleversent le monde. Et puis, il y a des mots poisons, des mots qui s'infiltrant dans le sang comme une drogue, pervertissent le désir et obscurcissent le jugement. « Développement » est un de ces mots toxiques.

24. « Par une transformation systématique de la nature et des relations sociales en biens et services marchands... le développement apparaît comme la plus vaste et la plus englobante entreprise de dépossession et d'expropriation au profit de minorités dominantes qui ait jamais existé » (Marie-Dominique Perrot, « Les empêcheurs de développer en rond », revue *Ethnies*, vol. 6, n° 13, 1991, p. 5).

25. Avec ce qu'elle a de meilleur parfois, mais surtout ce qu'elle a de pire. Les techniques de répression s'exportent mieux que la démocratie procédurale, le désir exacerbé de gadgets et la pollution mieux que le niveau de vie. Sur tous ces points, voir notre livre *L'Occidentalisation du monde*, Paris, La Découverte, 1989.

Le problème avec le concept de développement c'est qu'il s'agit d'un mot « plastique » au sens du linguiste Uwe Pörsken, disciple d'Ivan Illich qui parlait de « mots amibes ». « Ce qui caractérise un mot plastique » c'est d'avoir appartenu d'abord à la langue courante, où il possède un sens clair et précis (le développement d'une équation), d'avoir été ensuite utilisé par la langue savante (le développement des espèces selon Darwin) et d'être aujourd'hui repris par la langue des technocrates dans un sens si extensif qu'il ne signifie plus rien, sinon ce que veut lui faire dire le locuteur individuel qui l'emploie²⁶. » Développement est un concept piège. Il réussit admirablement le travail d'illusion idéologique que l'on assigne aux « chiens de garde » (Nizan) ou aux « blanchisseurs de l'empire » (Brecht) de créer un concensus entre des parties antagoniques grâce à un obscurcissement du jugement et à une anesthésie du sens critique des victimes, alors que les expressions d'accumulation du capital, d'exploitation de la force de travail, d'impérialisme occidental ou de domination planétaire, qui sont la vérité du développement et de la mondialisation, provoqueraient à juste titre un réflexe de rejet de la part de ceux qui sont du mauvais côté de la lutte des classes et de la guerre économique mondiale. Le chef-d'œuvre dans cet art de la mystification est incontestablement le « développement durable ». Précisément, pour cette raison, le développement est un concept pervers.

26. Uwe Pörsken, *Plastikwörter. Die Sprache einer internationalen Diktatur*, Stuttgart, Klett-Cotta, 1989, cité par Gilbert Rist, *op. cit.*, p. 23.

III

Le développement « à particule »

On peut dire que dès ses origines implicites, comme processus historique vers 1750 avec le *take off* (« décollage ») de l'industrialisation britannique, ou dès ses origines explicites comme politique délibérée en 1949, lancée par Harry Truman, le développement a été repensé ou « habillé de neuf ». Par le socialisme utopique puis scientifique dans le premier cas, par la stratégie d'euphémisation par adjectif dans le second²⁷.

Dans ce second cas (auquel nous nous limiterons), on est entré dans « l'ère des développements à particule » pour tenter de conjurer magiquement les effets

27. « L'idée moderne de croissance a été formulée il y a environ quatre siècles en Europe, quand l'économie et la société ont commencé à se séparer » (Henry Teune, *Growth*, Londres, Sage Publications, 1988, p. 13). Mais, ajoute justement Takis Fotopoulos, il n'empêche que « l'économie de croissance elle-même (définie comme le système d'organisation économique orienté, soit objectivement, soit délibérément vers la maximisation de la croissance économique) est apparue bien après la naissance de l'économie de marché du début du XIX^e siècle et ne s'est épanouie qu'après la Seconde Guerre mondiale » (Takis Fotopoulos, *Vers une démocratie générale*, Paris, Seuil, 2002, p. 31).

négatifs de l'entreprise développementaliste²⁸. On a vu des développements «autocentrés», «endogènes», «participatifs», «communautaires», «intégrés», «authentiques», «autonomes et populaires», «équitables»... sans parler du développement local, du micro-développement, de l'endo-développement et même de l'ethno-développement! En accolant un adjectif au concept de développement, il ne s'agit pas vraiment de remettre en question l'accumulation capitaliste. Tout au plus songe-t-on à adjoindre à la croissance économique un volet social comme on a pu naguère lui ajouter une dimension culturelle, et aujourd'hui une composante écologique.

Ce travail de redéfinition du développement porte, en effet, toujours plus ou moins sur la culture, la nature et la justice sociale. Dans tout cela, il s'agit de guérir un mal qui atteindrait le développement de façon accidentelle et non congénitale. On a même créé pour l'occasion un monstre repoussoir : le *mal-développement*. Ce monstre n'est qu'une chimère aberrante. Le mal ne peut pas atteindre le développement pour la bonne raison que le développement imaginaire ou mythologique est par définition l'incarnation même du

28. Marc Poncelet, *Une utopie post-tiersmondiste, la dimension culturelle du développement*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 76. «La dimension culturelle», note Marc Poncelet, semble conférer une dimension humaine à une problématique trop sèchement environnementaliste. Elle procure un supplément d'âme, un entregent social, une profondeur philosophique aux indicateurs humains» (*ibid.*, p. 21).

bien. Le «bon» développement est un pléonasme parce que développement signifie «bonne» croissance, parce que la croissance, elle aussi, est un bien et qu'aucune force du mal ne peut prévaloir contre elle.

Sans passer en revue toute la longue suite d'innovations conceptuelles visant à faire entrer une part de rêve dans la dure réalité de la croissance économique, il vaut la peine de se pencher sur les plus récentes et persistantes de ces trouvailles : le développement *social*, le développement *humain*, le développement *local* et le développement *durable*. Pour démystifier les «habits neufs» du développement, il faut même aller plus loin et traquer le développementisme jusque et y compris dans les projets dits «alternatifs», tant il est difficile de se libérer de l'imaginaire économiste.

Le développement social

Suivant le document préparatoire du forum alternatif «Les autres voix de la planète» qui s'est tenu à Madrid à la fin d'octobre 1994 : «L'énorme discrédit du concept (de développement) oblige à inventer de plus en plus rapidement de nouvelles versions de développement assorties des qualificatifs positifs correspondants... au premier rang le développement durable» (au deuxième rang le développement humain, etc.). Les organisateurs de ce forum «alternatif» annonçaient d'ailleurs le lancement de la prochaine vague pour la conférence mondiale sur le développement de Copenhague en 1995, le développement «socialement

durable »²⁹. Avant que le développement social ne se fonde effectivement dans le développement durable, ce qui sera réalisé en août 2002 avec le sommet de Johannesburg, s'était tenue à Copenhague du 6 au 12 mars 1995 une conférence mondiale sur le développement social.

Il est clair que c'est le développement réellement existant, celui qui domine la planète depuis trois siècles, qui engendre les problèmes sociaux actuels, exclusion, surpopulation, pauvreté, etc. « On nomme développement l'accès d'une frange infime de la population à la voiture individuelle et à la maison climatisée. On nomme développement l'élargissement de la fracture sociale entre cette infime minorité qui accède à une richesse insolente, et la masse de la population confinée dans la misère³⁰. » En accolant l'adjectif « social » au concept de développement, il est non moins clair qu'il ne s'agit pas vraiment de remettre en question le développement, tout au plus songe-t-on à adjoindre un volet social à la croissance économique. L'agenda du PNUD pour le sommet social est tout à fait révélateur de ces bonnes intentions. Il réclame *a world social charter* et parle même d'un nouveau paradigme de développement, mais sans toucher au sacrosaint libre-échange mondial...

29. « Pour une convivialité équitable et autonome, en paix avec la planète, document de travail », Madrid, p. 6, repris dans : *FMI, Banco Mundial y GATT. 50 años bastan. El libro del Foro Alternativo : Las otras voces del planeta*, Madrid, Éd. Talasa, 1995.

30. Jean Aubin, *Croissance : l'impossible nécessaire*, Planète bleue, Le Theil, 2003, p. 144.

Tandis que la mécanique continue son travail massif d'uniformisation, d'occidentalisation, de déculturation et d'exclusion, détruisant toute protection pour les sociétés fragiles du Sud et transformant leur frugalité en misère, avec les plans d'ajustement structurel, on se donne l'illusion de remédier aux maux qu'on engendre en procédant à des analyses toujours plus raffinées des indices de la pauvreté et en redistribuant quelques miettes de la croissance retrouvée.

Suivant la belle expression de G. Myrdal, reprise à ce propos par Ignacy Sachs, il s'agit de « diplomatie par terminologie³¹ ». Encore assiste-t-on à un inquiétant épuisement de l'imagination des maîtres de cette « diplomatie verbale ». Si le développement durable est une heureuse trouvaille conceptuelle, le développement social est une « vieille lune ». Dès 1965, Raymond Aron et Bernard Hoselitz publiaient un ouvrage collectif intitulé *Le Développement social* dans lequel tous les problèmes actuels étaient abordés³². Or, s'agissant du développement social, on est en face du paradoxe suivant : sur le plan de l'imaginaire, il s'agit d'un pléonasmisme conceptuel car le développement ne peut pas ne pas être social, tandis que sur le plan du vécu il s'agit d'un oxymore : le développement réellement existant ne peut pas ne pas engendrer l'injustice sociale.

De par sa définition originare même, le développement est une bonne croissance. Le doublet croissance/

31. Ignacy Sachs, *op. cit.*, p. 53.

32. Avec en particulier une contribution remarquable de Ginsberg au titre éloquent : « *Towards a theory of social development : the growth of rationality* ».

développement trouve son origine, en effet, dans la biologie et tout particulièrement chez Darwin. Commentant celui-ci, Georges Canguilhem note : « En distinguant précisément *croissance et développement*, Darwin oppose l'adulte à l'embryon sous les deux rapports de la dimension et de la structure. Tout vivant peut continuer à croître en cessant de se développer. Comparable à un adulte en poids et en volume, il restera fixé à tel ou tel stade de son enfance spécifique, sous le rapport du développement³³. »

Transposé dans le domaine social, le développement est la croissance *non homothétique* de l'organisme économique. On a pu définir assez justement le développement économique comme le *trickle down effect* de la croissance industrielle³⁴. Ce terme qu'on traduit parfois par « effet de percolation » signifie tout simplement qu'au-delà d'un certain seuil la croissance de la production a des *retombées* sociales. Elle ne peut pas ne pas profiter peu ou prou à tous. Et, pendant une certaine période, dans les pays du Nord, si l'on met de côté les dégâts collatéraux sur l'environnement, le

33. Georges Canguilhem, *Études d'histoire et de philosophie des sciences*, Paris, Vrin, 1970, p. 115.

34. Dans le rapport de Lawrence Salmen de la Banque mondiale du 29 août 1991, on peut lire p. 4 : « Durant les deux premières décennies de son existence, la Banque mondiale tendait à identifier le développement avec la croissance économique. Les bénéfices de la croissance étaient supposés se diffuser (*to trickle down*), les pauvres bénéficiant automatiquement des créations d'emplois et de la production accrue des biens et services. »

mythe a eu une certaine forme de réalité qui a encore accru son pouvoir de séduction.

Dans les pays développés, même les plus libéraux, les pauvres, ceux de l'Angleterre victorienne décrits par Dickens et dénoncés par Marx, ne se sont pas multipliés. La richesse s'est diffusée plus ou moins à tous. Avec le keyneso-fordisme des sociétés consuméristes, un degré supplémentaire dans cette voie a encore été franchi. Ce mode de régulation social et politique vise à distribuer des hauts salaires et des revenus sociaux, en fonction des gains réguliers de productivité, pour entretenir une haute conjoncture. Ce système de production et de consommation de masse a bien fonctionné pendant les Trente Glorieuses (1945-1975) ; c'est en quelque sorte l'apothéose du développement. Il semble que, depuis les années 1980, ça ne marche plus.

Le rapport d'Édouard Parker au Forum de la haute route cautionné par l'OCDE en 1991 et publié ensuite sous le titre « Objectif dix pour cent » donne une illustration frappante de cette croyance mythique en l'effet des *retombées*³⁵. Ce rapport démolit toutes les critiques de la croissance et ne propose rien moins qu'un objectif de croissance annuelle de 10 % pour le tiers-monde. Pourquoi un tel rythme ? Parce qu'il faut déjà deux à trois pour cent pour ne pas stagner et compenser l'accroissement démographique. Il faut quatre pour cent supplémentaires pour améliorer le niveau de vie et trois autres pour cent pour réduire le sous-emploi.

35. Édouard Parker, *Objectif 10 %*, Paris, Critérion, 1994, 304 p.

Tous les documents du sommet de Copenhague montrent que c'est sur le *trickle down effect* du développement réellement existant que l'on comptait pour que le développement devienne *social*. Les nombreux passages du volumineux et répétitif document intitulé «Projet de déclaration et de programme d'action qui seront publiés à l'issue du sommet mondial pour le développement social» qui abordent les logiques économiques susceptibles d'engendrer l'éradication de la misère et de la pauvreté sont explicites; il n'est pas question de remettre en cause le modèle de développement fondé sur le libre-échange. Dans ce catalogue de bonnes intentions, confiance la plus absolue est faite à la main invisible et à l'harmonie naturelle des intérêts.

Projet de déclaration et de programme d'action qui seront publiés à l'issue du sommet mondial pour le développement social du sommet de Copenhague de 1995

Point 5 de l'introduction : «Nous partageons également la conviction que le développement social et le développement économique bien compris sont interdépendants et se renforcent mutuellement. Un développement social équitable constitue le fondement nécessaire d'une prospérité économique durable. Inversement, un développement économique général et durable est la condition préalable du développement social et de la justice sociale.»

Points c et e de l'engagement n° 1 :

«Nous favoriserons des marchés dynamiques, ouverts et compétitifs, et assurerons à tous, en particulier aux plus pauvres et aux plus défavorisés, un accès plus large et équitable à ces marchés.»

«Nous formulerons et coordonnerons des politiques macro-économiques propres à favoriser un développement durable et à réduire le protectionnisme dans l'économie mondiale, à accroître la stabilité financière et améliorer l'accès des pays en développement aux marchés, aux investissements productifs et aux technologies, en tenant compte des besoins des pays en transition; »

Points j et k de l'engagement n° 8 :

«D'exécuter, selon le calendrier prévu, les accords conclus lors des négociations commerciales multilatérales d'Uruguay... compte tenu du fait que la croissance des revenus, celle de l'emploi et celle des échanges commerciaux, lorsqu'elles reposent sur une large base, se renforcent mutuellement;

«D'évaluer dans quelle mesure la libéralisation des échanges commerciaux permet aux pays en développement de mieux répondre aux besoins essentiels de leur population, en accordant une attention particulière aux initiatives nouvelles visant à ouvrir davantage à ces pays l'accès aux marchés internationaux; »

Point I, 9, c du programme d'action : «Mettre en œuvre comme prévu les accords conclus lors des négociations d'Uruguay... et prendre d'autres mesures pour éliminer les obstacles qui désavantagent les pays en développement.»

Point I, 10, c : « Élaborer des politiques qui permettent aux pays en développement de tirer profit de l'accroissement des possibilités d'échange commerciaux à l'échelle internationale dans le cadre de la mise en œuvre des accords d'Uruguay ; et venir en aide aux pays qui ne sont pas à même de bénéficier de la libéralisation de l'économie mondiale, en particulier ceux d'Afrique ; »

Point I, II, c : « Adopter une politique d'ouverture visant à réduire les barrières qui s'opposent à l'entrée de nouveaux fournisseurs, promouvoir la transparence grâce à une meilleure information et élargir l'éventail des choix proposés aux consommateurs ; »

On chercherait en vain, dans cette synthèse, pourtant hétérogène, l'ombre d'une critique des mécanismes du marché mondial et du libre-échange. De même n'y trouve-t-on pas la moindre allusion aux firmes transnationales qui sont pourtant un des acteurs stratégiques de la croissance mondiale, sociale ou pas. Sept ans après, on peut reprendre ces formules mots pour mots, on a les résolutions de Johannesburg !

Le développement social constitue une belle illustration du procédé d'euphémisation par adjectif dénoncé plus haut. Le développement réellement existant ne peut pas ne pas engendrer l'injustice sociale.

Ce qui invalide par-dessus tout l'idéologie de la croissance est le fait que le *trickle down effect* est une imposture. Si cela a relativement bien fonctionné en apparence dans les pays industrialisés, en particulier pendant les Trente Glorieuses, d'ores et déjà avec la

mondialisation de l'économie et la conjoncture incertaine que connaissent les économies occidentales depuis 1974, en particulier en matière d'emploi, les choses ne marchent plus très bien. En tout cas, au niveau planétaire, le mécanisme n'a jamais fonctionné. « En 1960, lit-on dans un rapport du PNUD, les 20 % les plus riches des habitants de la planète disposaient de revenus trente fois supérieurs à ceux des 20 % les plus pauvres. En 1990, les revenus des 20 % les plus riches sont soixante fois plus élevés ³⁶. » En 1997, l'écart est passé à soixante-quatorze fois ³⁷ !

On ne peut pas conclure comme Robert Chambers, dans une étude au demeurant fort pertinente faite pour le PNUD dans la perspective de Copenhague, en se contentant de préconiser des aménagements mineurs du système ³⁸. Aucun traitement social de la pauvreté ne résoudra le problème. Or, le traitement économique, le seul efficace, passe par un changement du système qui engendre cette pauvreté.

36. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica, 1992, p. 1.

37. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica, 1999.

38. Robert Chambers, *Poverty and livelihoods*, PNUD, Copenhague, 1995.

Le développement humain

Le développement humain est le complément en quelque sorte statistique du développement social.

Le PNB par tête étant reconnu trop étroit pour rendre compte du développement, le PNUD a mis au point un indice tenant compte de dimensions sociales moins économes (éducation, santé, nutrition) tout en restant vraiment universel et transculturel : l'indice de développement humain. On ne peut que s'en réjouir. Toutefois, il s'agit toujours de variations plus ou moins subtiles sur le thème du niveau de vie, donc du nombre de dollars par tête. Ce faisant, on ne quitte pas pour autant l'espace de l'imaginaire économique occidental. Faute d'une critique des présupposés économes et occidentaux, la nouvelle universalité est tout aussi entachée d'ethnocentrisme ordinaire que l'ancienne³⁹. Cela est vrai de l'IDH (indice de développement humain) ou de ses variantes comme le PQLI (*Physical Quality of Life Index*)⁴⁰. Les indices

39. Cela est encore plus vrai lorsque la formule « développement humain » est instrumentalisée par la Banque mondiale en référence à la conception ultralibérale du « capital humain ». Comme le souligne Bernard Hours : « La notion de développement humain de la Banque mondiale qui vise le développement des ressources (dota-tions) humaines s'inscrit dans la même logique de gestion optimale de dotations initiales quantifiables à optimiser comme un capital financier investi (que la théorie du capital humain) », *op. cit.*, p. 127.

40. Jean-Jacques Gabas, *Petite histoire des indicateurs sociaux synthétiques avant l'IDH*, Document GRAEEP, mai 1994.

nutritionnels, plus *objectifs*, sont certes plus neutres et plus intéressants comme indicateurs d'un problème, mais ils n'ont pas la même portée synthétique et n'échappent pas totalement aux critiques énoncées ci-dessus⁴¹.

Pour ses promoteurs, l'IDH serait un indice universel de la *vraie* richesse et de la *vraie* pauvreté⁴². Pour le construire, on s'efforce de combiner des évidences de bon sens, du type « pas de développement authentique avec croissance de la pauvreté », avec d'autres évidences construites dans et par l'analyse économique, c'est-à-dire un ensemble de préjugés *occidentalistes*. Ainsi, les critères de la pauvreté reposent sur la satisfaction des besoins dits essentiels tels qu'ils sont définis par les instances internationales. Toutefois, « qualifier de besoins les éléments d'un mode de vie "idéal" occidental, note Gilles Séraphin, permet de l'imposer symboliquement dans l'imaginaire des autres sociétés⁴³. » La définition même du développement humain n'échappe ni à l'impérialisme culturel, ni à l'ethnocentrisme.

La croyance que la croissance du PNB est une *bonne* chose et la condition de toute autre amélioration y occupe une place centrale. En conséquence, les gens

41. Voir Gérard Azoulay, « La pauvreté, le nécessaire, le besoin », suivi par « Besoins et apports nutritionnels », notes de travail GRAEEP, Sceaux, 1994.

42. Gilles Séraphin, « L'indicateur du développement humain », note GRAEEP, Sceaux, 1994.

43. Gilles Séraphin, *Les Concepts de « science » et « technique » au sein de l'Unesco*, mémoire IEDES, 1994, p. 81.

sérieux, tels les experts du Fonds monétaire international ou de la Banque mondiale, mais aussi les autres (les économistes des ONG de développement, par exemple), une fois décapée la rhétorique humanitaire, considèrent le niveau et la croissance du PNB comme le jugement dernier de l'évaluation des sociétés humaines. Et cela à raison, dans la logique de la modernité, puisque *l'économicisation* du monde permet aux critères économiques occidentaux de *fonctionner*. Dans un monde *globalisé*, il n'y a plus d'autres valeurs que celles du marché, donc de l'évaluation quantitative par les prix.

Finalement, tous les gouvernements de la planète, sinon les populations, intériorisent le critère du PNB comme base d'une auto-évaluation et participent aux jeux olympiques de la croissance dans l'espoir de figurer en bonne place dans le palmarès. Dans l'espace de la modernité où nous sommes tous plus ou moins piégés, chacun a à cœur de «tenir son rang». Le *mensonge* statistique est le triomphe du paraître et la forme ostentatoire d'une compétition agonistique exacerbée. Résultat des courses : «L'écart de revenu entre le milliard d'êtres humains les plus riches et le milliard des plus pauvres..., de 1 à 30 en 1960, passe de 1 à 150 en 1990 ⁴⁴.»

44. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris, Economica, 1992, pp. 38-39.

Le développement local

Incontestablement, la mondialisation repose la question du local, comme la repose l'après-développement. Le «localisme» constitue un élément fondamental de toute solution alternative au développement et à la mondialisation. Le problème n'est donc pas tant avec le mot «local» qu'avec le fait qu'il est accolé à celui de «développement». Si le «local» est ambigu en raison de son extension géographique à géométrie variable – de la localité à la région transnationale, du micro au macro, en passant par le méso –, il renvoie de façon non équivoque au territoire, voire au terroir et plus encore aux patrimoines installés (matériels, culturels, relationnels), donc aux limites, aux frontières et à l'enracinement. Il n'en va pas de même pour le développement, concept attrape-tout, hautement mystificateur, concept à proscrire. Si le «local» émerge aujourd'hui, il n'émerge pas (ou ne devrait pas émerger) comme «développement», mais plutôt dans le cadre d'un «après-développement», d'un «au-delà du développement».

Accolé à développement, le «local» est tout juste alors, comme le social et le durable, ce qui permet au développement de survivre à sa propre mort. Le concept de «développement local» n'échappe donc pas à la colonisation de l'imaginaire par l'économique. Le développement a détruit le local en concentrant toujours plus les pouvoirs industriels et financiers. En France, le développement local, comme slogan de

technocrates, est né dans les régions rurales (et à leur propos), en particulier dans les zones d'agriculture de montagne, victimes du productivisme. Dans les années 1970, ne disait-on pas déjà que les routes construites à grands frais, sur les crédits départementaux de l'agriculture destinés au bien-être des paysans, sous le prétexte de désenclaver les zones rurales, servaient au dernier agriculteur à procéder à son déménagement vers la ville et au premier parisien à installer sa maison de campagne dans la ferme ainsi libérée ! Le discours du développement local faisait écran au « grand déménagement » du territoire et sa mise en œuvre visait à faire passer en douceur cette destruction en mettant du baume sur les blessures et en réutilisant au mieux les décombres... Dans beaucoup de pays, ça a été plus ou moins la même chose.

Utiliser la créativité populaire et locale, et les ressources diverses du territoire pour « redévelopper » signifie d'une certaine façon aller contre l'histoire. Ce qui s'est passé avec les banques est révélateur. Au siècle dernier, il y avait une foule de petites banques locales et régionales, fortement enracinées dans l'économie locale. Le développement des banques nationales les a fait disparaître pour les remplacer par des agences qui drainent l'épargne locale et financent la grande industrie nationale. Aujourd'hui, ce sont les banques transnationales qui font disparaître à leur tour les banques nationales au profit des firmes multinationales. Si l'argent est le nerf de l'économie, la disparition des banques locales signifie sans doute la fin de l'économie locale. Comme l'écrivent les théoriciens de

Time dollars d'Ithaca, l'économie assure sa croissance « en se nourrissant de la chair et des muscles qui maintiennent soudée la société⁴⁵ ». Le marché a progressivement marginalisé des aires importantes tant au Sud qu'au Nord. Dans de telles zones déprimées, qui survivent grâce aux subsides, subventions, assistances, presque tout l'argent gagné sur place ou provenant de l'extérieur est accaparé par les supermarchés et drainé hors de la région. On débouche ainsi sur le cas limite des réserves indiennes nord-américaines où « il ne faut que 48 heures à 75 % des dollars alloués par le gouvernement fédéral pour s'écouler vers les villes limitrophes⁴⁶ ».

Le développement local apparaît ainsi comme une expression antinomique pour toute une série de raisons liées. D'abord, le développement est la conséquence d'un processus économique qui n'est ni local, ni régional, ni même national (même si l'État-nation en a été l'acteur privilégié) mais fondamentalement mondial (et surtout à l'époque actuelle). Certes, bien que de plus en plus *déterritorialisé*, le processus mondial se réalise dans une inscription spatiale. Le développement mondial est une somme de transformations, voire d'initiatives, localement situées, mais la logique du processus est d'abord globale et donc a-spatiale. Sur le processus lui-même, les politiques ont de moins en moins de prise, et sur son

45. E. Cane et J. Rawe, *Time dollars*, Emmanus, Pennsylvania, Rodale Press, 1992.

46. Perry Walker et Edward Goldsmith, « Une monnaie pour chaque communauté », *Silence*, n° 246-247, août 1999, p. 19.

inscription territoriale, leur maîtrise reste très limitée. Il ne faut donc pas confondre « développement local » et croissance localisée ni, s'agissant du Sud, développement local et dynamisme informel. Tout changement local, même et surtout bénéfique, n'est pas du développement, c'est la réaction de survie d'un organisme agressé par le développement.

En fait, le changement local peut s'analyser selon deux processus concurrents et/ou complémentaires. D'une part, on trouve les « retombées » locales d'un phénomène qui se passe fondamentalement ailleurs. D'autre part, il est possible d'identifier des réactions créatives de la société en face des conséquences du développement et plus encore de la mondialisation. Ces deux processus, souvent combinés en une sorte d'alliance contre nature, forment justement ce qui est d'habitude désigné improprement comme le « développement local ». « Le localisme hétérodirigé, écrit Giusti, est une contradiction dans les termes. La croissance de systèmes locaux répondant à des logiques globales ne peut pas être appelée développement local⁴⁷. » En fait, s'il est bien vrai que le localisme hétérodirigé est une contradiction dans les termes, qu'il ne s'agit sûrement pas d'une revitalisation du tissu local, d'un « projet local » (au sens d'Alberto Magnaghi⁴⁸), c'est

justement cela qui est appelé « développement local », expression qui, elle aussi, est un bel oxymore.

En résumé, on peut dire que nous sommes en face de territoires sans pouvoir à la merci de pouvoirs sans territoire. « En facilitant une gestion à distance, écrit Jean-Pierre Garnier, à la fois décentralisée et unifiée, d'unités dispersées dans l'espace, les nouvelles technologies de la communication permettent aux grandes firmes de superposer un espace organisationnel *hors sol* dont la structure et le fonctionnement obéissent à des stratégies d'entreprise de plus en plus autonomes à l'égard des activités et des politiques autocentrées sur des territoires déterminés⁴⁹. »

Un des nombreux paradoxes du développement local est que les acteurs, les agents du développement local, ont au début fait leur le slogan des alternatifs et des écologistes : « penser globalement pour agir localement ». La vérité du prétendu « glocalisme » est une mise en concurrence des territoires. Ceux-ci sont invités à offrir des conditions toujours plus favorables aux entreprises transnationales en termes d'avantages fiscaux, de flexibilité du travail et de réglementation (ou plutôt de déréglementation) environnementale. C'est le jeu du moins-disant fiscal, social et environnemental et du mieux-disant économique (en termes de subventions), un véritable encouragement à la prostitution ! Les initiatives locales, la créativité locale sont dévoyées, recupérées, marginalisées dans la logique de l'économie et

47. Cité par Luisa Bonesio, « Paysages et sens du lieu », *Éléments*, n° 100, mars 2001. « Une réponse à la mondialisation : le localisme ».

48. Alberto Magnaghi, *Il progetto locale*, Turin, Bollati Boringhieri, 2000. Traduction française : *Le Projet local*, Sprimont, Belgique, Architecture + Recherches/Mardaga, 2003.

49. Jean-Pierre Garnier, *Le Capitalisme high tech*, Paris, Spartacus, 1988, p. 55.

du développement. Les patrimoines subsistant sont mis en coupe réglée, par exemple, par un « tourisme prédateur⁵⁰ ». Le comble est sans doute atteint avec les zones franches urbaines (ZFU) créées en France en 1996 et qui concernent 84 périphéries à problèmes des grandes villes. Il s'agit de nouveaux paradis fiscaux dans lesquels les entreprises de moins de cinquante salariés sont totalement exonérées de charges sociales, d'impôts sur les bénéfices des sociétés, de taxes professionnelles et de taxes sur les propriétés bâties⁵¹.

Les stratégies d'unions locales sacrées pour faire gagner la région ou la localité et pour « vendre l'image » du pays n'engendrent qu'une économie à deux vitesses (les « zones championnes » et les autres) et font surtout vivre les experts en développement local, sans réduire sensiblement la fracture sociale !

50. Louisa Bonesio, « Paysages et sens du lieu », *op. cit.*

51. Voir Geneviève Azam, « Nouveaux paradis fiscaux », *Politix*, 8 mai 2003.

Le développement durable

« There cannot be much doubt, sustainable development is one of the most toxic recipes. »

Nicholas GEORGESCU-ROEGEN⁵².

On appelle « oxymore » (ou « antinomie ») une figure de rhétorique consistant à juxtaposer deux mots contradictoires, comme « l'obscur clarté...⁵³ ». Ce procédé inventé par les poètes pour exprimer l'inexprimable est de plus en plus utilisé par les technocrates pour faire croire à l'impossible. Ainsi, une guerre propre, une mondialisation à visage humain, une économie solidaire ou saine, etc. Le développement durable est une telle antinomie.

Le développement durable, soutenable ou supportable (*sustainable*) a été « mis en scène » à la conférence de Rio en juin 1992⁵⁴. Il s'agit encore d'un bricolage

52. (Corr. to J. Berry, 1991) « Il ne peut y avoir de doute, le développement durable est l'une des recettes les plus toxiques. » Cité par Mauro Bonaiuti, *La Teoria bioeconomica. La « nuova economia » di Nicholas-Georgescu Roegen*, Rome, Carocci, 2001, p. 53.

53. « ... qui tombe des étoiles » (Corneille, *Le Cid*, acte IV, scène III).

54. On trouve aussi « fiable », « viable », « vivable ». L'économie étant une religion dont la langue sacrée est l'anglo-saxon, la traduction des termes économiques met les experts à la torture. Jean-Marie Harribey, dans un mémoire de DEA sur le concept de développement durable (Bordeaux-I, 1993) propose même « développement soutenable durablement ». La trouvaille plutôt heureuse d'« écodéveloppement » utilisée pour la première fois lors de la conférence

conceptuel visant à changer les mots à défaut de changer les choses, mais cette fois, on a affaire à une monstruosité verbale du fait de l'antinomie mystificatrice de l'expression. En même temps, par son succès universel, il témoigne que la question du développement ne concerne pas ou plus seulement les pays du Sud, mais tout aussi bien ceux du Nord.

Les documents de la conférence de Johannesburg, montrent que désormais le développement durable comme mythe rassemble tous les espoirs des développements à particule. Selon les ONG, il s'agit d'un développement « économiquement efficace, écologiquement soutenable, socialement équitable, démocratiquement fondé, géopolitiquement acceptable, culturellement diversifié », bref le merle blanc. Pour les organisateurs officiels, la mise en avant du bien-être social et de la question de la pauvreté sert à liquider pratiquement tous les engagements de Rio. Les 2 500 recommandations de l'Agenda 21 sont abandonnées au bon vouloir des ONG et au *sponsoring* (éventuellement subventionné) des firmes transnationales, et la solution des problèmes de pollution (changement climatique et autres) est confiée aux forces du marché⁵⁵.

sur l'environnement de l'ONU tenue à Stockholm en 1972 et reprise dans la déclaration de Cocoyoc par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) en 1974 n'ayant pas été retenue, c'est le *sustainable development* qui s'est imposé quinze années après.

55. Catherine Aubertin, « Johannesburg : retour au réalisme commercial », *Écologie et politique*, n° 26, 2002. La formule est peut-être

En 1989, déjà, John Pessey de la Banque mondiale recensait trente-sept acceptions différentes du concept de *sustainable development*⁵⁶. Le rapport Brundtland (World Commission 1987) en contiendrait six à lui tout seul. François Hatem, qui à la même époque en répertoriait soixante, propose de classer les théories principales actuellement disponibles sur le développement durable en deux catégories, « écocentrées » et « anthropocentrées », suivant qu'elles se donnent pour objectif essentiel la protection de la vie en général (et donc de tous les êtres vivants, tout au moins de ceux qui ne sont pas encore condamnés) ou le bien-être de l'homme⁵⁷.

Il y a donc dès le départ une divergence manifeste sur la signification du soutenable/durable. Pour les uns, le développement soutenable/durable, c'est un développement respectueux de l'environnement. L'accent est alors mis sur la préservation des écosystèmes. Le développement est supposé signifier dans ce cas, comme dans la conception mythique, bien-être et qualité de vie satisfaisants, et l'on ne s'interroge pas trop sur la compatibilité des deux objectifs, développement

de Dominique Plihon, actuel président du conseil scientifique d'Attac qui l'utilise sans guillemets et au premier degré dans « Une autre mondialisation », *Revue du MAUSS*, n° 20, 2^e semestre 2002, p. 108.

56. J. Pezzey, « *Economic analysis of sustainable growth and sustainable development* », World Bank, Environment Department, Working Paper, n° 15, 1989.

57. Christian Comelieu, « Développement du développement durable, ou blocages conceptuels ? », *Tiers-Monde*, n° 137, janvier-mars 1994, pp. 62-63.

et environnement. Cette attitude est assez bien représentée chez les militants d'ONG et chez les intellectuels humanistes (René Passet, Ignacio Ramonet, Bernard Cassen, Dominique Plihon, Daniel Cohn-Bendit...). La prise en compte des grands équilibres écologiques doit aller jusqu'à la remise en cause de certains aspects de notre modèle économique de croissance, voire de notre mode de vie. Cela peut entraîner la nécessité d'inventer un autre paradigme de développement (encore un ! mais lequel ? On n'en sait rien)⁵⁸. Pour les autres, l'important est que le développement tel qu'il est puisse durer indéfiniment⁵⁹. Cette position est celle des industriels, de la plupart des politiques et de la quasi-totalité des économistes. Le président de la Caisse des dépôts et consignations, qui est aussi le président du Conseil international pour le développement durable, définissait celui-ci sur France-Inter en février 2002 comme « le développement des échanges de toute nature au niveau mondial ». Cela ressemble

58. C'est aussi la conclusion d'Alain Ruellan, rejoignant les positions d'Ignacy Sachs et d'Attac (voir chapitre 1). « Nombreux sont aujourd'hui les scientifiques, les philosophes et les politiques qui estiment qu'il y a *incompatibilité* et qu'il faut chercher d'autres modèles de développement. Lesquels ? Des travaux sont à mener » (Alain Ruellan, *Tiers-Monde*, n° 137, *op. cit.*, p. 179). Après plus de cinquante ans de recherches, c'est à désespérer !

59. « Il y a, en effet, un autre sens – dangereux – qui peut être donné à soutenable. Ce sens se réfère non à la durabilité de la nature, mais bien à celle du développement lui-même ». Il s'agit « d'un glissement désastreux du sens de "*sustainability*" » (Vandana Shiva, *Resources*, in *The Development Dictionary*, Londres, Zed Books, 1991, p. 217).

étrangement au libre-échangeisme et ne diffère pas beaucoup du libéralisme pur et dur ! À Maurice Strong déclarant le 4 avril 1992 : « Notre modèle de développement, qui conduit à la destruction des ressources naturelles, n'est pas viable. Nous devons en changer », font écho les propos de George Bush (senior) : « Notre niveau de vie n'est pas négociable⁶⁰. » « Il est pour le moins ironique que ce soit ceux qui suivent le modèle de destruction consumériste qui parlent de développement durable ! déclare le responsable d'Ekti Parishad, une ONG indienne. Ce sont eux qui ont déchaîné les forces du marché, responsables de la destruction de notre modèle durable⁶¹. »

Cette ambiguïté est déjà présente en permanence même dans le rapport Brundtland. On lit, en effet, à la page 10 du document : « Pour que le développement durable puisse advenir dans le monde entier, les nantis doivent adopter un mode de vie qui respecte les limites écologiques de la planète. » Toutefois, neuf pages plus loin, il est écrit : « Étant donné les taux de croissance démographique, la production manufacturière devra augmenter de cinq à dix fois uniquement pour que la consommation d'articles manufacturés dans les pays en développement puisse rattraper celle des pays développés. » Comme le remarque non sans humour Marie-Dominique Perrot : « Le Rapport dans son ensemble montre que l'objectif poursuivi ne vise

60. Cité par Jean-Marie Harribey, *L'Économie économe*, Paris, L'Harmattan, 1997.

61. Cité par Jean Aubin, *op. cit.*, p. 142.

pas tant à limiter l'opulence économique et le gaspillage des puissants (au Nord comme au Sud) qu'à proposer une sorte de saut périlleux fantasmagique qui permette de garantir le *beurre* (la croissance), l'*argent du beurre* (l'environnement) ainsi que le *surplus du beurre* (la satisfaction des besoins fondamentaux) et même l'*argent du surplus* (les aspirations de tous aujourd'hui et à l'avenir)⁶². » On ne peut que reprendre sa conclusion désabusée : « Qu'est-ce donc que le développement durable sinon l'éternité assurée à une extension universelle du développement⁶³ ? »

Le développement soutenable est comme l'enfer, il est pavé de bonnes intentions. Les exemples de compatibilité entre développement et environnement qui lui donnent créance ne manquent pas. Bien évidemment, la prise en compte de l'environnement n'est pas nécessairement contraire aux intérêts individuels et collectifs des agents économiques. Un directeur de la Shell, Jean-Marie Van Engelshoven, peut déclarer : « Le monde industriel devra savoir répondre aux attentes actuelles s'il veut, de façon responsable, continuer à créer dans le futur de la richesse⁶⁴. » Jean-Marie Desmarests, le P.-D.G. de Total ne disait pas autre

chose avant le naufrage de l'*Erika* et l'explosion de l'usine d'engrais chimique AZF de Toulouse...

Une véritable école d'économistes s'est donné pour mission de théoriser cette compatibilité, c'est celle de la « Modernisation écologique » ou de l'économicisation de l'écologie (*economizing ecology*). Les nouvelles technologies permettraient d'harmoniser les intérêts bien compris des divers acteurs, grâce à une intervention nécessaire mais limitée de l'État, la *reflexive governance* (certification environnementale des produits et procédés de fabrication, label, etc.)⁶⁵. La concordance des intérêts *bien compris* peut, en effet, se réaliser en théorie et en pratique. Il se trouve des industriels convaincus de la compatibilité des intérêts de la nature et de l'économie. Le Business Council for Sustainable Development, composé de cinquante chefs de grandes entreprises, regroupés autour de Stephan Schmidheiny, conseiller de Maurice Strong, a publié un manifeste présenté à Rio de Janeiro juste avant l'ouverture de la conférence de 1992 : Changer de cap, réconcilier le développement de l'entreprise et la protection de l'environnement. « En tant que dirigeants d'entreprise, proclame le manifeste, nous adhérons au concept de développement durable, celui qui permettra de répondre aux besoins de l'humanité sans compromettre les chances des générations futures⁶⁶. »

62. Marie Dominique Perrot, « Anarchipel de la pensée ordinaire », in *Si..., regards sur le sens commun*, Jacques Hainard et Roland Kaehr éd., Neuchâtel, Musée d'ethnographie, 1993, p. 79.

63. *Ibid.*, p. 83.

64. *Green Magazine*, mai 1991. Cet exemple, comme les précédents, est tiré de Hervé Kempf, *L'Économie à l'épreuve de l'écologie*, Paris, Hatier, coll. « Enjeux », 1991, pp. 24-25.

65. P. J. Mol, « *Ecological Modernization : Industrial Transformations and Environmental Reform* », in Redclift, Woodgate, *The International Handbook of Environmental Sociology*.

66. *Changer de cap*, Paris, Dunod, 1992, p. 11. On sait que la Banque mondiale qui finance la plupart des projets agréés par le Fond des

On peut dire que si depuis la conférence de Stockholm (1972) les choses n'ont guère évolué dans le bon sens et que la situation planétaire s'est considérablement dégradée au fil des conférences (rappelons : Nairobi ou Stockholm plus 10, Rio ou Stockholm plus 20, Johannesburg ou Stockholm plus 30 ou encore Rio plus 10...), en revanche, les industriels ont appris à faire face. Le World Business for Sustainable Development a fusionné avec la Chambre de commerce international sous la bannière du Business Action for Sustainable Development (BASD), formant ainsi un lobby de 163 entreprises transnationales, très présent à Johannesburg⁶⁷.

Tel est bien, en effet, le pari du développement durable. Un industriel américain exprime la chose de façon beaucoup plus simple : « Nous voulons que survivent à la fois la couche d'ozone et l'industrie américaine. »

Il vaut la peine d'y regarder de plus près en revenant aux concepts pour voir si le défi peut encore être relevé. La définition du développement durable telle qu'elle figure dans le rapport Brundtland ne prend en compte que la durabilité ou la soutenabilité. Il s'agit, en effet, d'un « processus de changement par lequel l'exploitation des ressources, l'orientation des investis-

sements, les changements techniques et institutionnels se trouvent en harmonie et renforcent le potentiel actuel et futur des besoins des hommes ». Il ne faut pas se leurrer pour autant. Ce n'est pas l'environnement qu'il s'agit de préserver pour les décideurs, mais avant tout le développement. Là réside le piège. Le problème avec le développement soutenable n'est pas tant avec le mot « soutenable » qui est plutôt une belle expression qu'avec le concept de développement qui est carrément un « mot toxique ». En effet, le soutenable, si on le prend au sérieux, signifie que l'activité humaine ne doit pas créer un niveau de pollution supérieur à la capacité de régénération de la biosphère. Cela n'est que l'application du principe de responsabilité énoncé par le philosophe Hans Jonas : « Agis de telle sorte que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur la terre. » Toutefois, la signification historique et pratique du développement, liée au programme de la modernité, est fondamentalement contraire à la durabilité ainsi conçue. Seulement, toute l'idéologie et la pensée unique dominante s'efforcent avec un certain succès d'occulter cette réalité. La main invisible et l'équilibre des intérêts nous garantissent que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Pourquoi se faire du souci ?

En conséquence, la plupart des économistes, qu'ils soient libéraux ou marxistes, sont en faveur d'une conception qui permette au développement économique de perdurer. Pour les néo-classiques, le développement est presque naturellement durable. Certains

Nations unies pour l'Environnement n'est pas en reste. « Une gestion prudente de l'environnement est un fondement du processus de développement. »

67. On y trouve la plupart des responsables de la dégradation de notre écosystème : Areva, Michelin, Suez, Texaco, Dupont, AOL-Time-Warner, etc.

économistes néo-classiques disent même avec un brin de provocation, mais non sans fondement, que ce sont eux les vrais partisans du développement durable, avec l'instauration des « droits à polluer » et la marchandisation de l'environnement. L'économiste, John Richard Hicks, avec sa conception du revenu sans atteinte au capital (y compris naturel...), serait ainsi, sans le savoir, le premier théoricien du développement durable ! Stephan Schmidheiny, animateur d'une association d'industriels sensibles à l'environnement, conseiller de Maurice Strong président du PNUE pour l'organisation de Rio 92, écrit : « Le fonctionnement d'un système de marchés libres et concurrentiels, où les prix intègrent les coûts de l'environnement aux autres composants économiques, constitue le fondement d'un développement durable. » Toutefois, cette intégration se fait quasi naturellement par le jeu des raretés relatives, de la substitution totale capital/nature et de l'éco-efficience. Les documents du Business Action for Sustainable Development (BASD) sur ce point sont édifiants. « Le développement durable est réalisé au mieux grâce à une concurrence ouverte au sein de marchés correctement organisés qui respectent les avantages comparatifs légitimes. De tels marchés encouragent l'efficacité et l'innovation qui sont toutes nécessaires à un progrès humain durable. » « La principale contribution du monde des affaires au développement durable, lit-on encore, sur laquelle nous avons travaillé depuis une décennie, est l'éco-efficience, un terme que nous avons inventé en 1992. » Le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) définit l'éco-

efficacité comme étant « accomplie par la livraison de biens et de services à des prix concurrentiels qui satisfont les besoins humains et apportent une qualité de vie, tout en réduisant progressivement l'impact écologique et l'intensité du prélèvement des ressources naturelles pour atteindre un niveau compatible au minimum avec la capacité reconnue de charge de la planète⁶⁸. »

Or, les faits sont têtus : la baisse de l'intensité en ressources naturelles est indéniable mais elle est malheureusement plus que compensée par l'augmentation générale de la production, et, ainsi, la ponction sur les ressources et la pollution continuent d'augmenter, comme le reconnaît le rapport du Programme des Nations unies pour le Développement : « Partout dans le monde, les processus de production sont devenus plus économes en énergie depuis quelques années. Cependant, vu l'augmentation des volumes produits, ces progrès sont nettement insuffisants pour réduire les

68. « Sustainable development is best achieved through open, competitive, rightly framed international markets that honor legitimate comparative advantages. Such markets encourage efficiency and innovation, both necessities for sustainable human progress. » « The basic business contribution to sustainable development, one we have worked on for a decade, is eco-efficiency, a term we invented in 1992 ». The WBCSD defines eco-efficiency as being « achieved by the delivery of competitively priced goods and services that satisfy human needs and bring quality of life, while progressively reducing ecological impacts and resource intensity throughout the life cycle, to a level at least in line with the Earth's estimated carrying capacity » (The Business Case for Sustainable Development, document du WBCSD pour Johannesburg).

émissions de dioxyde de carbone à l'échelle mondiale⁶⁹. » Au bout du compte, comme le reconnaît Michel Petit, expert du Groupe international d'experts sur le climat (GIEC), membre du Conseil général des technologies de l'information : « Le modèle de développement suivi par tous les pays jusqu'à aujourd'hui est fondamentalement non durable, au-delà des arguties qui entourent le concept de développement durable⁷⁰. »

Pour les économistes hétérodoxes, quand ils ne tombent pas dans le piège de la définition mythique du développement, les choses sont moins simples, mais l'objectif reste le même. Ainsi, l'économiste marxiste, Gérard d'Estance de Bernis déclare : « On ne fera pas ici de sémantique, on ne se demandera pas non plus si l'adjectif "durable" (soutenable) apporte quoi que ce soit aux définitions classiques du développement, tenons compte de l'air du temps et parlons comme tout le monde. [...] Bien entendu, *durable* ne renvoie pas à long, mais à irréversible. En ce sens, quel que soit l'intérêt des expériences passées en revue, le fait est que le processus de développement de pays comme l'Algérie, le Brésil, la Corée du Sud, l'Inde ou le Mexique ne s'est pas avéré "durable" (soutenable) : les contradictions non maîtrisées ont balayé les résultats des efforts accomplis, et conduit à la régression⁷¹. »

69. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, Bruxelles, De Boeck, 2002, p. 28.

70. Cité par Jean-Pierre Dupuy *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*. Seuil, Paris 2002, p. 30.

71. Gérard de Bernis, « Développement durable et accumulation », *Tiers-Monde*, n° 137, *op. cit.*, p. 96.

Effectivement, le développement étant défini par Rostow comme *self-sustaining growth* (croissance auto-soutenable), l'adjonction de l'adjectif « durable » ou « soutenable » à développement est inutile et constitue un pléonasme⁷². C'est encore plus flagrant avec la définition de Mesarovic et Pestel⁷³. Pour eux, c'est la croissance homogène, mécanique et quantitative qui est insoutenable, mais une croissance « organique » définie par l'interaction des éléments sur la totalité est un objectif supportable. Or historiquement, cette définition biologique est précisément celle du développement ! Les subtilités d'Herman Daly, tentant de définir un développement avec une croissance nulle ne sont tenables ni en théorie, ni en pratique⁷⁴. Comme le note Nicholas Georgescu-Roegen : « Le développement durable ne peut en aucun cas être séparé de la croissance économique. [...] En vérité, qui a jamais pu penser que le développement n'implique pas nécessai-

72. « En un premier sens traditionnel, le développement économique est une croissance du revenu par tête durable ou auto-entretenu largement diffusée dans les différentes couches de la population ». *Dictionnaire des sciences économiques* (sous la direction de Claude Jessua, Christian Labrousse, Daniel Vitry et Damien Gaussion) PUF, Paris 2001.

73. Mesarovic et Pestel, *Strategie per sopravvivere*, Milan, Mondadori, 1974.

74. Une augmentation du revenu (au sens Hickien) sans atteinte au capital naturel permettrait d'affirmer qu'une croissance soutenable est une contradiction dans les termes, pas un développement durable. Voir Gianfranco Bologna *et alii*, « Italia capace di futuro », *WWF-EMI*, Bologne, 2001, pp. 32 sq.

rement quelque croissance⁷⁵ ? » En tout cas, par pour François Perroux, celui qui a pourtant poussé le plus loin l'opposition entre la croissance et le développement. « Il est donc peu contestable que la grandeur la plus propre à renseigner sur le bien-être d'une population est le produit national net au prix du marché », écrivait-il en 1949 dans « Les comptes de la nation ». Il ajoutait, il est vrai, que pour cela il faut un certain nombre de conditions qui ne sont pas remplies⁷⁶. Pas, non plus, pour les auteurs du rapport Brundtland qui ont lancé l'expression. Pour eux, il n'y a aucun doute : « Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et environnementalement soutenable⁷⁷. » Ils proposent un chiffre de croissance annuel de 5 à 6 % pour les pays en développement et de 3 à 4 % pour les pays industrialisés⁷⁸. D'une certaine façon, Ignacy Sachs en tire la conclusion logique sur l'inutilité ou la redondance du qualifi-

catif. « Le moment est venu, peut-être, de proposer une révolution sémantique et de revenir au terme « développement » sans aucune qualification, à condition bien entendu de le redéfinir en tant que concept pluridimensionnel⁷⁹. »

En fait, les caractères durable ou soutenable renvoient non au développement « réellement existant » mais à la reproduction. La reproduction durable a régné sur la planète en gros jusqu'au XVIII^e siècle ; il est encore possible de trouver chez les vieillards du tiers-monde des « experts » en reproduction durable. Les artisans et les paysans qui ont conservé une large part de l'héritage des manières ancestrales de faire et de penser vivent le plus souvent en harmonie avec leur environnement ; ce ne sont pas des prédateurs de la nature⁸⁰. Au XVII^e siècle encore, en édictant ses édits sur les forêts, en réglementant les coupes pour assurer la reconstitution des bois, en plantant des chênes que nous admirons toujours pour fournir des mâts de vaisseaux trois cents ans plus tard, Colbert se montre un expert en « sustainability ». Ce faisant, ces mesures vont à l'encontre de la logique marchande.

Voilà, dira-t-on, du développement durable ; mais alors, il faudrait le dire aussi des pratiques de tous ces paysans qui plantaient de nouveaux oliviers et de nou-

75. Nicholas Georgescu-Roegen, « *An Emigrant from a Developing Country. Autobiographical Notes I* », in J. A. Kregel (ed.), *Recollections of Eminent Economists*, Londres, Macmillan, 1989, p. 14, cité in Bonaiuti, *op. cit.*, p. 54.

76. Cité par Bernard Maris dans son *Anti-manuel d'économie*, Paris, Bréal, 2003, p. 99.

77. Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, Montréal, Éd. du Fleuve, 1987, p. XXIII.

78. Franck-Dominique Vivien, « Histoire d'un mot, histoire d'une idée : le développement durable à l'épreuve du temps », in *Le Développement durable de l'utopie au concept*, Paris, Éditions scientifiques et médicales Elsevier, 2001, p. 58.

79. I. Sachs, *op. cit.*, p. 54. Il ajoute : « C'est l'occasion d'approfondir le concept de développement » (*ibid.*, p. 60).

80. En dépit de la coquetterie que l'on se donne de contester la sagesse des « bons sauvages » celle-ci se fonde tout simplement sur l'expérience. Les « bons sauvages » qui n'ont pas respecté leur écosystème ont disparu au cours des siècles...

veaux figuiers dont ils ne verraient jamais les fruits, mais en pensant aux générations suivantes, et cela, sans y être tenu par aucun règlement, tout simplement parce que leurs parents, leurs grands-parents et tous ceux qui les avaient précédés avaient fait de même⁸¹. Bien évidemment, cette conduite prudente n'a rien à voir avec le développement réellement existant.

Finalement, le développement durable est suspect *a priori* parce qu'il fait l'unanimité. Les signataires de l'appel d'Heidelberg comme leurs adversaires, par exemple, en font un article de foi⁸². Une clef qui ouvre

81. Cette observation de Castoriadis rejoint la sagesse millénaire évoquée déjà par Cicéron dans le *De senectute*. Le modèle du « développement durable » mettant en œuvre le principe de responsabilité est donné par un vers cité par Caton : « Il va planter un arbre au profit d'un autre âge. » Il le commente ainsi : « De fait, l'agriculteur, si vieux soit-il, à qui l'on demande pour qui il plante, n'hésite pas à répondre : "Pour les dieux immortels, qui veulent que, sans me contenter de recevoir ces biens de mes ancêtres, je les transmette aussi à mes descendants" », (Cicéron, *Caton l'ancien (de la vieillesse)*, VII-24, Paris, Les Belles Lettres, 1996, p. 96).

82. Appel d'Heidelberg : « Nous attirons l'attention de tous sur l'absolue nécessité d'aider les pays pauvres à atteindre un niveau de *développement durable* et en harmonie avec celui du reste de la planète, de les protéger contre les nuisances provenant des nations développées, et d'éviter de les enfermer dans un réseau d'obligations irréalistes qui compromettrait à la fois leur indépendance et leur dignité. »

Contre-appel des scientifiques français intitulé « Appel à la raison pour une solidarité planétaire » : « Nous affirmons au contraire la nécessité de prendre pleinement en compte l'ensemble des critères culturels, éthiques, scientifiques et esthétiques pour engager le monde dans la voie d'un *développement équitable et durable*. » Et

toutes les portes est une mauvaise clef. Un concept qui satisfait le riche et le pauvre, le Nord et le Sud, le patron et l'ouvrier, etc., est un mauvais concept. Chacun y met ce qu'il veut, et pendant qu'on investit ses espoirs dans les mots, les pratiques se chargent de vous détrousser et de vous étrangler. Le socialiste, ami de Marx, August Bebel, avait coutume de se demander quelle sottise il avait pu dire quand la bourgeoisie l'applaudissait au Reichstag. Les antimondialisation qui préconisent un développement durable devraient être amenés à se poser des questions en voyant que le président Jacques Chirac crée un ministère qui reprend cet intitulé et que Michel Camdessus, l'ancien président du Fonds monétaire international, signe un manifeste pour un développement soutenable qui circule parmi les célébrités, que les plus grands pollueurs de la planète comme British Petroleum, Total-Elf-Fina, Suez, Vivendi, mais aussi Monsanto, Novartis, Nestlé, Rhone-Poulenc, etc., sont les plus grands défenseurs du développement soutenable et les grands gagnants (d'ailleurs pratiquement les seuls) de Johannesburg.

On peut donc dire qu'en accolant l'adjectif « durable » au concept de développement, on ne fait qu'em-brouiller un peu plus les choses. Il est plus que douteux que cela suffise à résoudre les problèmes.

comme si ce n'était pas suffisant, on ajoute : « faire reculer la pauvreté dans le monde et promouvoir un *développement diversifié et durable* des sociétés humaines dans le respect de l'environnement » (cela n'allait pas de soi, par conséquent...) ; Archimède et Léonard, n° 10, hiver 1993-1994, pp. 90 et 91.

C'est pourquoi, en fin de compte, le développement durable, cette contradiction dans les termes, est terrifiant et désespérant ! Au moins avec le développement non durable et *insoutenable*, on pouvait conserver l'espoir que ce processus mortifère aurait une fin. Il s'arrêterait un jour, victime de ses contradictions, de ses échecs, de son caractère insupportable et du fait de l'épuisement des ressources naturelles... On pouvait ainsi réfléchir et travailler à un après-développement moins désespérant, bricoler une post-modernité acceptable. En particulier, réintroduire le social et le politique dans le rapport d'échange économique, retrouver l'objectif du bien commun et de la bonne vie dans le commerce social. Le développement durable nous enlève toute perspective de sortie, il nous promet le développement pour l'éternité ! Fort heureusement, le développement n'est pas durable.

Le développement *alternatif*

Il se trouve des esprits qui acceptent l'essentiel des analyses qui précèdent et donc des critiques du développement réellement existant et des développements *adjectivés*, et qui pourtant n'en continuent pas moins à aspirer à un *autre* développement⁸³. Et il est vrai qu'au

nom du développement « alternatif » on propose, parfois, d'authentiques projets antiproductivistes, anticapitalistes très divers qui visent à éliminer les plaies du sous-développement et les excès du mal-développement ou plus simplement les conséquences désastreuses de la mondialisation. Il faut mettre les points sur les *i*. Ces projets d'une société conviviale n'ont pas plus à voir avec le développement que « l'âge d'abondance des sociétés primitives⁸⁴ » ou que les réussites humaines et esthétiques remarquables de certaines sociétés préindustrielles qui ignoraient tout du développement⁸⁵.

Pour démasquer cette résurgence du mythe, il est peut-être utile de faire retour sur notre propre histoire. En France même, nous avons eu nous aussi notre expérience en vraie grandeur d'un développement *alternatif* quoiqu'on n'en parle jamais sous cet angle-là. Il s'agit de la modernisation de l'agriculture entre 1945 et 1980, telle qu'elle a été programmée par des technocrates humanistes et mise en œuvre par des ONG chrétiennes, jumelles de celles qui sévissent dans le tiers-monde, la Jeunesse agricole catholique (JAC), puis le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA)

83. « Le mot développement, écrit Bertrand Cabedoche en conclusion de son livre, *Les Chrétiens et le Tiers-Monde* (Paris, Carthala, 1990, p. 255), a pu perdre de son attrait au contact de trop d'ex-

périences décevantes. Il reste le seul vocable que partagent tous les humains pour dessiner leur espoir. »

84. Marshall Sahlins, *Âge de pierre, âge d'abondance*, Paris, Gallimard, 1972.

85. Dans plusieurs sociétés africaines, le mot même de développement n'a aucun équivalent dans la langue locale parce que l'imaginaire qui institue la chose fait largement défaut.

créés sous l'impulsion de missionnaires jésuites dont le slogan était « la charité doit se faire technicienne⁸⁶ ».

On a assisté à la mécanisation, la concentration, l'industrialisation des campagnes, à l'endettement massif des paysans, grâce aux mutuelles agricoles, au crédit coopératif, au développement des Groupements agricoles d'exploitation en commun (GAEC) et autres formes d'exploitation collective. En vingt ans, de 1960 à 1980, la production a été multipliée par trois, mais la population paysanne a été dans le même temps divisée par quatre, et ce n'est pas fini... Cet exploit a été possible, entre autres grâce à l'emploi massif de pesticides et d'engrais chimiques. Les syndicalistes bretons de choc, chrétiens et humanistes, Gorvennec et Leon, qui mettaient du fumier devant les préfectures, dans les années 1960, sont devenus les plus gros producteurs de lisiers de porc et les champions de la « malbouffe »... Résultat : 98 % des communes rurales en Bretagne n'ont plus d'eau potable. L'affaire n'a pas été trop traumatisante, encore que c'est chez les paysans que le taux de suicide est le plus élevé ; elle n'a pas alerté les organismes d'aide d'urgence, parce que le peuple des campagnes s'est recyclé tant bien que mal dans l'industrie des Trente Glorieuses. Il n'en demeure pas moins, qu'on s'en réjouisse ou non, que sans la lutte courageuse de José Bové avec la Confédé-

86. « Des paysans ont osé. Histoire des mutations de l'agriculture dans une France en modernisation. La révolution silencieuse des années cinquante », Fondation pour le progrès de l'homme, octobre 1993.

ration paysanne, et de ceux qui les ont précédés (en particulier, Bernard Lambert), l'agriculture de proximité aurait disparu. Si le miracle industriel n'avait été qu'un mirage, on aurait eu là tous les ingrédients d'une situation de développement intégré (une des formes de l'*alternatif*) dans le tiers-monde. Le combat actuel pour la survie d'une agriculture paysanne et pour une alimentation saine aurait tort de se ranger sous les bannières du développement qui est son adversaire irréductible (même avec l'ajout de l'adjectif « local » ou « durable »). Il s'agit bien plutôt d'une *alternative* au développement ou de la construction d'un après-développement et d'une décroissance soutenable.

Admettons même que l'on prenne au sérieux le mythe du développement et qu'on cherche à réaliser à la lettre ce qualificatif d'« alternatif », l'épanouissement « de tout homme et de tout l'homme » exigerait de tout changer dans le développement au point de n'y plus rien reconnaître. En effet, il faudrait nécessairement une technologie elle aussi *autre* et, par exemple, appropriée, pour sortir du technicisme de la société technicienne. Il faudrait une *autre* économie bien sûr, avec une *autre* rationalité plus raisonnable que rationnelle. Il faudrait un *autre* savoir, une *autre* vision de la science que notre technoscience prométhéenne aveugle et sans âme. Il faudrait sans doute une *autre* conception du progrès, une *autre* conception de la vie (et de la mort par la même occasion), une *autre* conception de la richesse (et aussi de la pauvreté...). Tout cela supposerait probablement une *autre* conception du temps qui ne soit plus linéaire, cumulatif, continu, etc. Pour-

quoi pas une *autre* conception de l'espace, d'*autres* rapports entre les générations, entre les sexes, etc. C'est donc bien finalement d'une *alternative* au développement réellement existant qu'il s'agit, bien plus que d'un *autre* développement, *autre* développement conçu comme le même simplement revu et corrigé.

IV

L'imposture développementiste

« *To develop an area* signifie détruire radicalement toute végétation naturelle dans la zone en question, recouvrir le terrain ainsi dégagé de béton ou, dans le meilleur des cas, de gazon pour parc à voitures, si par hasard il restait un morceau de place, le consolider par un mur de béton, régulariser les petits cours d'eau par des barrages ou, si possible, les canaliser, infester le tout de pesticides et le vendre ensuite le plus cher possible à quelque consommateur urbanisé et abruti. »

Konrad LORENZ⁸⁷.

Le développement constitue à la fois une imposture conceptuelle, en raison de sa prétention universaliste, et une imposture pratique, en raison de ses contradictions profondes.

87. Konrad Lorenz, *L'Homme en péril*, Paris, Flammarion, 1975, p. 13.

L'ethnocentrisme du concept

Dans beaucoup de civilisations (peut-être toutes) avant le contact avec l'Occident, le concept de développement était tout à fait absent. Sa traduction dans les langues africaines, en particulier, a mis les experts à la torture. Selon Gilbert Rist : « Les Bubi de Guinée équatoriale utilisent un terme qui signifie à la fois *croître* et *mourir*, et les Rwandais construisent le *développement* à partir d'un verbe qui signifie *marcher*, se *déplacer*, sans qu'aucune directionnalité particulière ne soit incluse dans la notion. » « Cette lacune, poursuit-il, n'a rien d'étonnant; elle indique simplement que d'autres sociétés ne considèrent pas que leur reproduction soit dépendante d'une accumulation continue de savoirs et de biens censés rendre l'avenir meilleur que le passé⁸⁸. » Ainsi, en wolof on a tenté de trouver l'équivalent du développement dans un mot qui signifie « la voix du chef ». Les Camerounais de langue eton sont plus explicites encore. Ils parlent du « rêve du Blanc ». « La figure du développement ne possède pas d'équivalent en *moore* et se traduit au mieux par la phrase : *tônd maoo-dame tenga taoor kënd yinga* (nous luttons pour que sur la terre [au village] les choses marchent pour le corps [pour moi])⁸⁹. » Le summum est atteint avec le qué-

chua. On a tenté de rendre l'idée de développement par l'expression « travailler joli pour le prochain lever du soleil »...

Cette absence de mots pour le dire est un indice, mais il ne suffirait pas à lui seul à prouver l'absence de toute vision développementiste. Seulement, les valeurs sur lesquelles reposent le développement, et tout particulièrement le progrès, ne correspondent pas du tout à des aspirations universelles profondes. Ces valeurs sont liées à l'histoire de l'Occident, elles n'ont probablement aucun sens pour les autres sociétés.

En ce qui concerne l'Afrique noire, les anthropologues ont remarqué que la perception du temps est caractérisée par une nette orientation vers le passé. « Les Sara du Tchad estiment que ce qui se trouve derrière leurs yeux et qu'ils ne peuvent pas voir, c'est l'avenir, tandis que le passé se trouve devant, puisqu'il est connu. » L'auteur ajoute : « On aurait mauvaise grâce à contester la logique d'une telle représentation⁹⁰. » Andrzej Zajaczkowski fait une observation analogue pour les Kikuyu⁹¹. Il semble que cela soit assez général et pas seulement en Afrique; mais, pour ne pas manquer de pertinence, cette représentation ne facilite pas l'appréhension d'une notion telle que le progrès pourtant essentiel à l'imaginaire du développement.

88. Gilbert Rist, « Processus culturels et développement », 4^e conférence générale de l'EADI, Madrid, 1984, p. 6.

89. Pierre-Joseph Laurent, *Le Don comme ruse. Anthropologie de la coopération au développement chez les Mossi du Burkina-Faso : la fédération Wend-Yam*, Louvain, avril 1996, p. 228.

90. Gilbert Rist, *Interculture*, n° 95, avril 1987, p. 17.

91. Andrzej Zajaczkowski, *Dimension culturelle du développement*, Publication du Centre d'études sur les pays hors européens, Varsovie, Académie polonaise des sciences, 1982, p. 40.

À cela il faudrait ajouter l'absence générale de la croyance dans la maîtrise de la nature au sein des sociétés animistes. Si le python est mon ancêtre, comme le pensent les Achantis, à moins que ce ne soit le crocodile, comme pour les Bakongo, difficile de faire des ceintures et des portefeuilles avec leur peau. Si les forêts sont sacrées, comment les exploiter rationnellement? En Afrique on se heurte encore aujourd'hui à ce type d'obstacles au développement. Au sud du Togo, l'aménagement de la lagune d'Anecho, résidence du crocodile totem, n'a été possible qu'après avoir déporté une partie de la population. L'aménagement de la lagune Ébrié à Abidjan a donné lieu à de graves conflits avec les Ébrié.

Même dans l'Inde brahmanique, telle que l'analyse Louis Dumont, les valeurs qui se rapprochent du développement économique existent sans doute, mais elles participent de l'*Artha*, c'est-à-dire d'une sphère d'activité inférieure. Les comportements impliqués par le développement sont largement contraires à la sphère la plus valorisée, celle du *Dharma* (le devoir)⁹². Dans la vision brahmanique la tâche de l'homme, selon Madeleine Biardeau, «est uniquement de maintenir ce qui existe par une activité d'abord rituelle». Toute autre activité mettrait en danger l'ordre cosmique⁹³.

En dehors des mythes qui fondent la prétention à la maîtrise de la nature et la croyance au progrès, l'idée

92. Louis Dumont, *Homo hierarchicus. Le système des castes et ses implications*, Paris, Gallimard, 1966.

93. Madeleine Biardeau, *L'Hindouisme, anthropologie d'une civilisation*, Paris, Flammarion, coll. «Champs», 1981, p. 156.

de développement est totalement dépourvue de sens et les pratiques qui lui sont liées sont rigoureusement impossibles parce que impensables et interdites.

«Ce que les Français appellent *développement*, est-ce que c'est ce que veulent les villageois? interroge Thierno Ba responsable d'une ONG sénégalaise sur le fleuve. Non. Ce qu'ils veulent c'est ce que le pulaar appelle *bamtaare*. Qu'est-ce que cela signifie? C'est la recherche par une communauté fortement enracinée dans sa solidarité, d'un bien-être social harmonieux où chacun des membres, du plus riche au plus pauvre, peut trouver une place et sa réalisation personnelle⁹⁴.»

Certes, en Afrique aujourd'hui, le développement est devenu quelque chose de familier, le mot a même été sacralisé. C'est un fétiche où se piègent tous les désirs. «Faire le développement», c'est «gagner des projets» ou «gagner un Blanc», c'est le remède miracle à tous les maux, y compris la sorcellerie. «On se procure des fétiches, note P.-J. Laurent, pour protéger son capital : c'est une sorte de *sorcellerie accumulative*⁹⁵.» «Le développement, remarque-t-il en outre, est un concept, apparemment étrange, par lequel tout devient possible entre aînés et cadets, aidants et aidés. La chance du développement – je veux dire sa longévité – réside dans sa pluralité sémantique. Elle conduit, sur le mode du non-dit ou de la non-élucidation, à des

94. Cimade, «Quand l'Afrique posera ses conditions», *Dossier pour un débat*, n° 67, septembre 1996, Fondation pour le progrès de l'homme, p. 43.

95. Pierre-Joseph Laurent, *op. cit.*, p. 274.

compromis parfois surprenants. Ainsi, en son nom, les musulmans de Kulkinka élèveront des porcs. Rien n'est interdit si cela apporte le développement⁹⁶ ! Mais non sans malentendus... Un Sénégalais à qui on faisait remarquer la qualité douteuse de l'eau eut cette admirable réplique : « La propreté de l'eau devrait faire l'objet d'un projet Oxfam, avec mes sous à moi je compte faire un pèlerinage à La Mecque⁹⁷. » Comme on le voit, l'occidentalisation des esprits ne va pas sans problème.

Les contradictions réelles : l'imposture pratique

La prétention du développement et de la croissance économique à constituer l'objectif essentiel des sociétés humaines repose pour l'essentiel sur le fameux *trickle down effect* ou « effet de retombées », magnifié par l'euphorie des mythes de la modernité. Pourtant cette construction séduisante ne résiste pas à un examen sérieux. Tant de paradoxes jalonnent le raisonnement que l'effet miracle se révèle un effet mirage. Relevons-en trois : le paradoxe de la création des besoins, celui de l'accumulation et le paradoxe écologique.

96. *Ibid.*, p. 226.

97. Anecdote rapporté par Michael Singleton.

Le paradoxe de la création des besoins

C'est par la création de tensions psychologiques et de frustrations que le développement et la croissance économiques prétendent satisfaire les besoins fondamentaux de l'humanité. Galbraith le dit explicitement : « Ce qu'on appelle le développement économique consiste largement à imaginer une stratégie qui permette de vaincre la tendance des hommes à imposer des limites à leurs objectifs de revenus, et donc à leurs efforts⁹⁸. » Il semble bien que l'économie ne peut se mettre en place qu'en s'appuyant de façon nécessaire sur la pauvreté. Non seulement l'imaginaire économique invente littéralement la *rareté*, mais encore la pauvreté vécue constitue une condition de la croissance. La pression de la nécessité sert de moteur à la mise au travail des hommes, tandis que la création de l'indispensable demande de masse passe par l'exacerbation de nouveaux besoins. Les systèmes traditionnels de protection contre la pauvreté, en particulier ce qu'on désigne par la « solidarité communautaire », sont directement ou indirectement tenus pour obstacles, freins et résistances au développement et dénoncés comme tels par les experts. Cette redistribution qui permet souvent aux pauvres du Sud de ne pas sombrer dans la misère, est pour cette raison la bête noire des développementistes. Or, dans le même temps, la *même* théorie économique fait de la croissance une condition de l'élimination de la pauvreté.

98. Cité par Jean Baudrillard, *La Société de consommation*, Le Point de la question, SGPP, 1970, p. 117.

Ainsi, après la dévaluation du franc CFA en 1994, en Afrique, des perspectives d'exportation de viande se sont offertes à certains pays, tels le Burkina Faso et le Mali. La viande du Sahel étant désormais compétitive avec celle d'Argentine ou les excédents du Marché commun, la Banque mondiale a aussitôt financé des projets pour le développement de l'élevage dans ces pays. Toutefois les experts s'arrachaient les cheveux quand ils étaient en face d'éleveurs qui ne voyaient pas vraiment la nécessité d'accroître leur cheptel au-delà du nécessaire, pour faire de l'argent. « Que fera-t-on de tout cet argent ? » demandaient-ils. Ces déconvenues sont assez fréquentes dans le tiers-monde et l'on pourrait multiplier les anecdotes de ce genre.

Donc, pas de croissance sans besoins, pas de remède à la pauvreté sans plonger la population dans la misère, dans une double misère même, d'une part une misère psychologique par frustration due à la création de besoins nouveaux (par exemple la publicité agressive des marques de cigarettes en Afrique⁹⁹), une misère concrète, quasi physiologique, d'autre part. Certes, on peut voir là une illustration d'un processus dialectique, mais le bien-fondé n'en est pas prouvé et le paradoxe entraîne suspicion. En ce qui concerne la question de la pauvreté, la croissance ne semble pas pouvoir échapper à cette contradiction centrale. L'atténuation de celle-ci pendant les Trente Glorieuses

99. À coup de campagnes publicitaires, les grands cigarettiers ont multiplié par dix les ventes au Sud ces dernières années pour compenser les pertes de marché dans les pays du Nord qui protègent mieux la santé de leurs citoyens.

dans les pays du Nord, grâce au *trickle down effect* et à la diffusion généralisée des fruits de la croissance, ne s'est-elle pas, en effet, réalisée au prix de son exportation vers le Sud ¹⁰⁰ ?

Le paradoxe de l'accumulation

La croissance est présentée grâce au *trickle down effect* comme le remède miracle aux inégalités. Elle permet de contourner les difficiles réformes de structures, comme la réforme agraire, et d'atténuer les conflits sociaux. L'idée prévaut que, plutôt que de se disputer les parts d'un maigre gâteau, il vaut mieux se mettre d'accord pour faire croître le gâteau ensemble afin que chacun en ait plus et que tous en aient assez. Cela est fort séduisant, mais dans le même temps, les économistes sont unanimes pour penser que l'accumulation ne peut se faire sans une grande inégalité de revenus. Ici encore, on rencontre une nouvelle dialectique. Pour remédier à l'inégalité des conditions, il conviendrait de commencer par l'aggraver. Cela serait nécessaire pour que se constitue une épargne assez importante pour qu'elle puisse être investie dans l'économie et assurer le décollage de celle-ci. Dans la plupart des modèles de développement, de façon assez cynique, une certaine inégalité est posée comme la condition préalable de l'accumulation. Sir Arthur Lewis, prix Nobel d'éco-

100. Voir Serge Latouche, « Si la misère n'existait pas, il faudrait l'inventer », in Gilbert Rist (éd.), *Il était une fois le développement*, Lausanne, Éditions d'En bas, 1986.

nomie, a ainsi soutenu que l'inégalité était bonne pour la croissance économique puisque les riches épargnant plus que les pauvres, il en résultait un investissement plus fort qui à son tour créait de la richesse pour tous. Les plus pauvres finissent par bénéficier des fameuses « retombées ». Un autre prix Nobel, Simon Kuznets, a affirmé qu'aux premiers stades du développement l'inégalité augmentait, mais qu'ensuite la tendance s'inversait. La plupart des économistes, et ceux de la Banque mondiale en particulier, leur ont emboité le pas, convaincus qu'ils sont de la juste d'un raisonnement qui dispense de toute réflexion sur l'injustice du système¹⁰¹. Économie est ainsi faite de toute préoccupation sur les conflits sociaux qu'entraîneraient des réformes agraires ou des mesures de répartition équitable. Pourtant, l'expérience des cinquante dernières années a montré que l'inégalité n'était pas le meilleur moyen de remédier à l'inégalité. La Corée du Sud, la Chine, Taïwan et le Japon ont réalisé des taux d'épargne importants en réduisant l'inégalité plutôt qu'en l'aggravant. On sait maintenant que ce n'est pas tant le manque d'épargne qui empêche l'accumulation dans les pays les plus pauvres (y compris en Afrique) que la faiblesse de l'incitation à investir.

101. Comme pour l'harmonie naturelle des intérêts dont il n'est qu'une application, le *trickle down effect* est posé en dogme par l'économie dominante, en dépit du fait qu'il est souvent contredit dans la réalité. Sur ce point, voir Joseph Stiglitz, *La Grande Désillusion*, Paris, Fayard, 2002, p. 114 sq.

Le paradoxe écologique de la croissance

L'obsession du PNB fait que l'on compte comme positives toute production et toute dépense – y compris lorsque la production est nuisible, voire destructrice, et qu'elle implique une production spécifique pour neutraliser ses effets. « On considère toute activité rémunérée, note Jacques Ellul, comme une valeur ajoutée, génératrice de bien-être, alors que l'investissement dans l'industrie antipollution n'augmente en rien le bien-être, au mieux il permet de le conserver. Sans doute arrive-t-il parfois que l'accroissement de valeur à déduire soit supérieur à l'accroissement de valeur ajoutée¹⁰². » Cela est de plus en plus probable.

Ainsi, les États-Unis ont dépensé, en 1991, 115 milliards de dollars, soit 2,1 % du PNB, pour la protection de l'environnement et ce n'est pas fini. Le nouveau *clean air act* va accroître ce coût, estime-t-on, de 45 à 55 milliards de dollars par an¹⁰³. Certes, les évaluations du coût de la pollution ou du prix de revient de la dépollution sont éminemment délicates, problématiques et, bien sûr, controversées (voir les débats à la réunion du G7 à Naples sur la facture de Tchernobyl). On a calculé que l'effet de serre pourrait coûter entre 600 et 1000 milliards de dollars par an dans les années à venir, soit entre 3 et 5 % du PNB

102. Jacques Ellul, *Le Bluff technologique*, Paris, Hachette, 1998, p. 76.

103. Chiffres donnés par le journal *Le Monde* du 22 novembre 1991.

mondial. Le World Resources Institute, de son côté, a tenté des évaluations de la réduction du taux de croissance en cas de prise en compte des ponctions sur le capital naturel dans l'optique du développement durable. Pour l'Indonésie, il a ainsi ramené le taux de croissance entre 1971 et 1984 de 7,1 à 4 % en moyenne annuelle, et cela en intégrant seulement trois éléments : la destruction des forêts, les prélèvements sur les réserves de pétrole et de gaz naturel, et l'érosion du sol. L'économiste allemand W. Schultz a calculé, à partir d'un inventaire non exhaustif des pollutions, que la prise en compte des dommages causés à la RFA, en 1985 équivaldrait à 6 % du PIB¹⁰⁴. Peut-on assurer que l'on a pour autant compensé toutes les pertes du « capital naturel » ? H. Daly et C. Cobb ont mis sur pied un indice synthétique, le *Genuine Progress Indicator* (Indicateur de progrès authentique) qui corrige ainsi le *Gross National Product* (Produit intérieur brut) des pertes dues à la pollution et à la dégradation de l'environnement. Il résulte de leur calcul qu'à partir des années 1970, pour les États-Unis, l'indice du progrès authentique stagne et même régresse, tandis que celui du produit intérieur brut ne cesse d'augmenter¹⁰⁵. Autant dire que, dans ces conditions, la croissance est un mythe !

104. Hervé Kempf, *L'Économie à l'épreuve de l'écologie*, Paris, Hatier, coll. « Profil », 1991, p. 52.

105. C. Cobb, T. Halstead, J. Rowe, *The Genuine Progress Indicator : Summary of Data and Methodology, Redefining Progress*, San Francisco, 1995, et, des mêmes, « If the GDP is Up, Why is America Down ? », in *Atlantic Monthly*, n° 276, octobre 1995.

À ces conditions économiques, il convient d'ajouter l'impact politique et culturel. En matière de développement, le prix à payer sur le seul plan social et humain est souvent énorme. Si, aujourd'hui, la mode est à la démocratie, dans les années 1960, on considérerait comme « normal » la dictature, le parti unique, le régime policier, les emprisonnements arbitraires, la torture, les disparitions, pour réaliser le contrôle social nécessaire à l'accumulation dite « primitive », à l'industrialisation lourde ou légère. Cela indépendamment des options politiques. L'URSS avec Staline avait payé ce prix. Le Brésil des généraux, la Grèce des colonels, le Chili de Pinochet, l'Argentine de Videla, le Pérou pendant la dictature militaire ont fait de même. Et la liste est loin d'être close. Les Nouveaux Pays industriels (NPI) continuent de montrer la voie : la Corée du Sud est restée longtemps une dictature militaire et un régime policier. *Croissance des jeunes nations*, organe de la presse chrétienne reflétant en général le point de vue des chrétiens progressistes, a cautionné à longueur d'éditorial le parti unique et la suppression de la liberté de la presse dans les années 1960. « Exiger le respect de la déclaration universelle des droits de l'homme, c'est imposer un impérialisme culturel », y lit-on. « Il faut préférer, écrivait l'humaniste G. Myrdal, un régime autoritaire, capable d'accomplir les réformes nécessaires, irréalisables dans un régime démocratique¹⁰⁶. » Un ancien ambassadeur

106. Voir sur ce point le dossier établi par Bertrand Cabedoche, *Les Chrétiens et le Tiers-Monde*, Paris, Carthala, op. cit., 1990 (p. 78, pour la citation de Myrdal).

de France au Gabon, ex-proconsul et serviteur de la politique impériale, parlant des débuts de l'indépendance, exprime sans états d'âme cette position alors unanimement partagée : « Ce fut l'époque de ce qu'on a appelé par la suite le *multipartisme*, générateur de désordre et de luttes stériles peu propices à favoriser l'unité et le développement d'une jeune nation. » Avec le retour à la mode de ce multipartisme, le propos ne manque pas de saveur¹⁰⁷...

Il est remarquable, ici, que si le prix à payer est manifeste, les dividendes, à l'exception peut-être de la Corée du Sud, si l'on admet les critères standards du développement et les analyses de la Banque mondiale, en passant par profits et pertes le coût social et humain, se font attendre et rien ne prouve, en outre, qu'ils sont le fruit de la répression.

Dans tous les cas évoqués, la rançon est de toute façon sans commune mesure avec les dividendes réels ou imaginaires du progrès, les deux choses ne sont pas de même nature, ne se situent pas sur le même plan ; les bénéficiaires et les victimes ne sont souvent pas les mêmes. Enfin, ce prix à payer, on ne le connaît pas toujours tout de suite, il est souvent insidieux, à échéance lointaine et peut n'être qu'une menace.

La question qui se pose aujourd'hui est la suivante : faudra-t-il attendre encore quarante ans pour que l'on comprenne que le développement, c'est le développement, réellement existant ? Il n'y en a pas d'autre. Et le

107. Maurice Delauney, *Kala-kala. De la grande à la petite histoire, un ambassadeur raconte*, Paris, Robert Laffont, 1986, p. 163.

développement réellement existant, c'est la guerre économique, (avec ses vainqueurs bien sûr, mais plus encore ses vaincus), c'est le pillage sans retenue de la nature, c'est l'occidentalisation du monde et l'uniformisation planétaire, c'est enfin le génocide ou tout au moins l'ethnocide pour toutes les cultures différentes.

Il est temps de casser la langue de bois développementiste. Il n'y a pas d'autre développement que le développement. Il est inutile d'en chercher un meilleur puisqu'en théorie celui-là est déjà le bien. Un autre développement, c'est un non-sens.

Finalement, le développement comme la mondialisation sont des « machines » à affamer les peuples. Avant les années 1970, en Afrique, les populations étaient « pauvres » au regard des critères occidentaux, en ce sens qu'elles disposaient de peu de biens manufacturés, mais personne, en temps normal, ne mourait de faim. Après cinquante années de développement, c'est chose faite. Mieux, en Argentine, pays traditionnel d'élevage bovin, avant l'offensive développementiste des années 1980, on gaspillait inconsidérément la viande de bœuf, abandonnant les bas morceaux. Aujourd'hui, les gens pillent les supermarchés pour survivre et les fonds marins, exploités sans vergogne par les flottes étrangères entre 1985 et 1995 pour accroître des exportations sans grands profits pour la population, ne peuvent plus constituer un recours¹⁰⁸.

108. Hervé Kempf, « La pêche argentine victime, elle aussi, d'une politique trop libérale », *Le Monde* du samedi 5 janvier 2002.

Comme le dit Vandana Shiva : « Sous le masque de la croissance se dissimule, en fait, la création de la pénurie¹⁰⁹. »

V

Sortir du développement

Quarante années de critique du développement (surtout dans le sens de l'entreprise du Nord vers le Sud) débouchaient pour les pays dits « en développement » sur l'alternative *historique*, l'auto-organisation des sociétés/économies vernaculaires. Certes, on s'intéressait aussi aux initiatives alternatives au Nord, types Systèmes d'échanges locaux (SEL), Réseau d'échanges des pratiques alternatives et solidaires (REPAS), etc., mais pas à une « alternative » sociétale. Le succès soudain de notre critique longtemps prêchée dans le désert, en raison en particulier de la crise de l'environnement mais aussi de la mondialisation, nous conduit à approfondir ses implications sur l'économie et la société du Nord. La farce du développement durable concerne, en effet, autant le Nord que le Sud. Le danger de la croissance est désormais planétaire.

Certes, l'*alternative* au développement ne saurait être un impossible retour en arrière ; en outre, elle ne peut prendre la forme d'un modèle unique. L'après-développement est nécessairement pluriel. Il s'agit de la recherche de modes d'épanouissement collectif dans lesquels n'est pas privilégié un bien-être matériel destructeur de l'environnement et du lien social. L'objet-

109. Vandana Shiva, *Le Terrorisme alimentaire. Comment les multinationales affament le tiers-monde*, Paris, Fayard, 2001, p. 8.

tif de la bonne vie se décline de multiples façons selon les contextes. En d'autres termes, il s'agit de reconstruire (retrouver?) de nouvelles cultures. En conséquence, l'après-développement se dessine de façon sensiblement différente au Nord et au Sud.

Sans préjuger de toute la richesse de l'invention sociale une fois la créativité et l'ingéniosité humaines libérées du carcan économiste et développementiste, on peut, d'ores et déjà, identifier au Nord deux formes de cette alternative : la décroissance conviviale et le « localisme ».

La décroissance conviviale

Une chose paraît acquise, désormais : même la reproduction durable de notre système prédateur n'est plus possible. Il faut toute la foi des économistes orthodoxes pour penser que la science de l'avenir résoudra tous les problèmes et que la substituabilité illimitée de la nature par l'artifice est concevable. Peut-on vraiment, comme se le demande Mauro Bonaiuti, obtenir le même nombre de pizzas en diminuant toujours la quantité de farine mais en augmentant le nombre de fours ou de cuisiniers ? Et même si l'on peut espérer capter de nouvelles énergies, serait-il raisonnable de construire des « gratte-ciel sans escaliers ni ascenseurs sur la base de la seule espérance qu'un jour nous triompherons de la loi de la gravité¹¹⁰ » ? C'est pourtant

ce que nous faisons avec le nucléaire, accumulant des déchets potentiellement dangereux pour les siècles à venir sans solution en perspective. Contrairement à la conception de certains écologistes réformistes, l'état stationnaire lui-même et la croissance zéro ne sont ni possibles, ni souhaitables.

1. Pas possibles : « Nous pouvons recycler les monnaies métalliques usées, mais non les molécules de cuivre dissipées par l'usage¹¹¹. » Ce phénomène, que Nicholas Georgescu-Roegen a baptisé la « quatrième loi de la thermodynamique », est peut-être discutable en théorie pure, mais pas du point de vue de l'économie concrète. On ne sait pas coaguler les flux d'atomes dispersés dans le cosmos pour en faire de nouveaux gisements miniers exploitables, travail qui s'est accompli dans la nature en des milliards d'années d'évolution. De l'impossibilité qui s'ensuit d'une croissance illimitée ne résulte pas, selon lui, un programme de croissance nulle, mais celui d'une décroissance nécessaire. « Nous ne pouvons, écrit-il, produire des réfrigérateurs, des automobiles ou des avions à réaction "meilleurs et plus grands" sans produire aussi des déchets "meilleurs et plus grands"¹¹². » Bref, le processus économique n'est pas un processus purement mécanique et réversible, il est de nature *entropique*. Or, notre *surcroissance* économique dépasse déjà largement la capacité de charge de la terre. « Nous n'avons qu'une

di Nicholas Georgescu-Roegen, *op. cit.*, 2001, pp. 109 et 141.

111. *Ibid.*, p. 140.

112. *Ibid.*, p. 63.

110. Mauro Bonaiuti, *La Teoria bioeconomica. La «nuova economia»*

quantité limitée de forêts, d'eau, de terre, écrit Arundathi Roy. Si vous transformez tout en climatiseurs, en pommes frites, en voitures, à un moment vous n'aurez plus rien¹¹³. » La décroissance est donc inéluctable.

2. Pas souhaitables. L'état stationnaire et la croissance zéro sont des propositions de compromis qui tentent de concilier la préservation de l'environnement avec les « acquis » de la domination économique. On ne renonce ni au mode de production, ni au mode de consommation, ni au style de vie engendrés par la croissance antérieure. On se résigne par raison à un immobilisme conservateur, mais sans remettre en cause les valeurs et les logiques du développementisme et de l'économisme.

Or la *décroissance* devrait être organisée non seulement pour préserver l'environnement, mais aussi et peut-être surtout pour restaurer le minimum de justice sociale sans lequel la planète est condamnée à l'explosion. Survie sociale et survie biologique paraissent ainsi étroitement liées. Les limites du « capital » nature ne posent pas seulement un problème d'équité intergénérationnelle dans le partage des parts disponibles, mais un problème d'équité entre les membres actuellement vivants de l'humanité.

George W. Bush déclarait le 14 février 2002 à Silver Spring devant l'administration de la météorologie que « parce qu'elle est la clef du progrès environnemental, parce qu'elle fournit les ressources permettant

113. Arundathi Roy, « Défaire le développement, sauver le climat », *L'Écologiste*, n° 6, hiver 2001, p. 7.

d'investir dans les technologies propres, la croissance est la solution, non le problème¹¹⁴. » Nous affirmons tout au contraire que, bien loin d'être le remède aux problèmes sociaux et écologiques qui déchirent la planète, le développement économique constitue la source du mal. Il doit être analysé et dénoncé comme tel. Notre *surcroissance* économique dépasse déjà largement la capacité de charge de la terre. Si tous les citoyens du monde consommaient comme des Américains ou même des Européens moyens les limites physiques de la planète seraient largement dépassées¹¹⁵. Si l'on prend comme indice du « poids » environnemental de notre mode de vie « l'empreinte » écologique de celui-ci en superficie terrestre nécessaire, on obtient des résultats insoutenables tant du point de vue de l'équité dans les droits de tirage sur la nature que du point de vue de la capacité de régénération de la biosphère. En prenant en compte les besoins de matériaux et d'énergie, ceux nécessaires pour absorber déchets et rejets de la production et de la consommation et en y ajoutant l'impact de l'habitat et des infrastructures nécessaires, les chercheurs travaillant pour le World Wild Fund (WWF) ont calculé que l'espace bioproduit consommé par tête de l'humanité était de 1,8 hectare. Un citoyen des États-Unis consomme en

114. *Le Monde* du 16 février 2002.

115. On trouvera une bibliographie exhaustive des rapports et livres parus sur le sujet depuis le fameux rapport du Club de Rome, dans Andrea Masullo, « *Il pianeta di tutti. Vivere nei limiti perché la terra abbia un futuro* », Edizioni Missionari Italiani, Bologne, 1998.

moyenne 9,6 hectares, un Canadien 7,2, un Européen moyen 4,5. On est donc très loin de l'égalité planétaire et plus encore d'un mode de civilisation durable qui nécessiterait de se limiter à 1,4 hectare, en admettant que la population actuelle reste stable¹¹⁶. On peut discuter ces chiffres, mais ils sont malheureusement confirmés par un nombre considérable d'indices (qui ont d'ailleurs servi à les établir). Ainsi, pour que l'élevage intensif fonctionne en Europe, il faut qu'une surface pour ce qu'on appelle des « cultures en coulis » équivalant à sept fois celle de ce continent soit employée dans d'autres pays à produire l'alimentation nécessaire aux animaux ainsi élevés sur un mode industriel¹¹⁷. Les rapports de consommation comparée d'énergie et de rejets de gaz à effet de serre sont encore plus flagrants. Les économistes passent le plus souvent la question sous silence, mais peu ont le front de soutenir que l'ordre écologique mondial engendré par l'économie libérale était équitable.

La décroissance ne signifie pas pour autant une régression du bien-être. La plupart des sages considèrent que le bonheur se réalisait dans la satisfaction d'un nombre judicieusement limité de besoins. L'évolution et la *croissance* lente des sociétés anciennes s'intégraient dans une reproduction élargie bien tempérée, toujours adaptée aux contraintes naturelles. « C'est parce que la société vernaculaire a adapté son

116. Gianfranco Bologna (sous la direction de), *Italia capace di futuro*, Bologne, WWF-EMI, 2001, pp. 86-88.

117. Vandana Shiva, *op. cit.*, p. 97.

mode de vie à son environnement, conclut Édouard Goldsmith, qu'elle est durable, et parce que la société industrielle s'est au contraire efforcée d'adapter son environnement à son mode de vie qu'elle ne peut espérer survivre¹¹⁸. » Aménager la décroissance signifie, en d'autres termes, renoncer à l'imaginaire économique, c'est-à-dire à la croyance que plus égale mieux. Le bien et le bonheur peuvent s'accomplir à moindre frais. Redécouvrir la vraie richesse dans l'épanouissement de relations sociales conviviales à l'intérieur d'un monde sain peut se réaliser avec sérénité en pratiquant la frugalité, la sobriété voire une certaine austérité dans la consommation matérielle, bref, ce que certains ont préconisé sous le slogan gandhien ou tolstoïen de « simplicité volontaire ». Encore ne faut-il pas se méprendre sur ces « restrictions », si l'ascèse est estimable, il ne s'agit pas de la préconiser ni de l'imposer¹¹⁹. Quoi qu'il en

118. É. Goldsmith, *Le Défi du XXI^e siècle*, Paris, Éditions du Rocher, 1994, p. 330.

119. On peut même penser avec Bertrand Louard que « remettre en question le "mode de vie" des nations industrielles, fondé sur un immense gaspillage, ne signifie pas non plus la promotion de la frugalité, de l'autérité ou d'une quelconque forme d'ascétisme ». « Au contraire, poursuit-il, à travers la maîtrise de savoir-faire, c'est une autre forme de richesse qu'il y a à inventer ; une richesse qui ne se mesure pas à la quantité de marchandises consommées ou de signes échangés, mais plutôt une richesse de significations et d'expressions, qui reflètent autant qu'elles les construisent les rapports sociaux et les rapports des hommes avec la nature » (« Quelques éléments d'une critique de la société industrielle », *Bulletin critique des sciences, des technologies et de la société industrielle*, juin 2003, p. 28).

soit, on ne peut éviter la question posée par Majid Rahnema : « Dans quelle mesure chacun de nous est-il prêt à résister, dans sa vie quotidienne, à la colonisation des besoins socialement fabriqués¹²⁰ ? »

Pour concevoir la société de décroissance sereine et y accéder, il faut littéralement sortir de l'économie. Cela signifie remettre en cause la domination de l'économie sur le reste de la vie en théorie et en pratique, mais surtout dans nos têtes. Cela doit certainement entraîner une *Aufhebung* (renonciation, abolition et dépassement) de la propriété privée, des moyens de production et de l'accumulation illimitée de capital. Toutefois, cette transformation ne passe probablement pas par des nationalisations et une planification centralisée dont l'expérience de l'Union soviétique a montré les résultats décevants et les effets désastreux. Sortir de l'économie doit encore aboutir par conséquent à un abandon du développement puisque ses mythes fondateurs, en particulier la croyance au progrès, auraient disparu. L'économie entrerait simultanément en *décroissance* et en dépérissement. La construction d'une société moins injuste serait à la fois la réintroduction de la convivialité, d'une consommation plus limitée quantitativement et plus exigeante qualitativement. La remise en question du volume considérable des déplacements d'hommes et de marchandises sur la planète

120. *Quand la misère chasse la pauvreté*, Fayard/Actes Sud, Paris, 2003, p. 18. Il poursuit : « et à choisir des modes de vie basés sur l'archétype de la pauvreté ? » « Autolimitation » serait plus appropriée.

avec l'impact négatif correspondant sur l'environnement, celle non moins considérable de la publicité tapageuse et souvent néfaste, celle enfin de l'obsolescence accélérée des produits et des appareils jetables sans autre justification que de faire tourner toujours plus vite la mégamachine infernale constituent des réserves importantes de *décroissance* dans la consommation matérielle.

Ainsi, en 1999, les dépenses de publicité en France atteignaient 45 milliards d'euros, soit l'équivalent de toute l'aide des pays de l'OCDE aux pays du Sud. Les accidents de la route représentaient un coût direct de 20 milliards d'euros et un coût indirect triple. Les effets sur la santé induits par la pollution atmosphérique sont évalués à 27 milliards d'euros. Selon les services de l'OMC, à l'horizon 2010, le marché de la dépollution dont la croissance est de 8 % par an et dont l'objectif est de rendre supportable les dégâts de la croissance, serait de 640 milliards de dollars sans inclure l'eau qui représenterait 400 milliards de dollars supplémentaires.

Les seules atteintes à notre niveau de vie de la plupart des réductions de nos prélèvements sur la biosphère ne peuvent être qu'un mieux-être. Il est même possible de concevoir cette décroissance-là avec la poursuite, jusqu'à un certain point, de la croissance fétiche d'un revenu calculé de façon plus judicieuse¹²¹. Tout cela sans parler des réductions possibles des

121. Mauro Bonaiuti, « À la conquête des biens relationnels », *Silence*, n° 280, Lyon, La décroissance, février 2002.

dépenses militaires ni bien sûr des changements en profondeur de nos valeurs et de nos modes de vie, accordant plus d'importance aux « biens relationnels » et bouleversant nos systèmes de production et de pouvoir.

« Une personne heureuse, note Hervé René Martin, ne consomme pas d'antidépresseurs, ne consulte pas de psychiatres, ne tente pas de se suicider, ne casse pas les vitrines des magasins, n'achète pas à longueur de journées des objets aussi coûteux qu'inutiles, bref, ne participe que très faiblement à l'activité économique de la société¹²². » La décroissance peut rendre la vie plus agréable.

Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour but de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance, objectif dont le moteur n'est autre que la recherche effrénée du profit par les détenteurs du capital. Bien évidemment, il ne vise pas au renversement caricatural qui consisterait à prôner la décroissance pour la décroissance. En particulier, la décroissance n'est pas la croissance négative. On sait que le simple ralentissement de la croissance plonge nos sociétés dans le désarroi en raison du chômage et de l'abandon des programmes sociaux, culturels et environnementaux qui assurent un minimum de qualité de vie. On peut imaginer quelle catastrophe serait un taux de croissance négatif ! De même qu'il n'y a rien de pire qu'une société travailliste sans travail, il

n'y a rien de pire qu'une société de croissance sans croissance. La décroissance n'est donc envisageable que dans une « société de décroissance ». Cela suppose une tout autre organisation dans laquelle la place centrale du travail dans notre vie est remise en question, où les relations sociales priment sur la production et la consommation de produits jetables inutiles, voire nuisibles, où la vie contemplative et l'activité désintéressée et ludique trouvent leur place. Une réduction féroce du temps de travail imposé pour assurer à tous un emploi satisfaisant et permettre un rééquilibrage des temps de vie est une condition préalable¹²³. On peut avec Osvaldo Pieroni, s'inspirant de la charte « Consommations et styles de vie » proposée au Forum des ONG de Rio, synthétiser tout cela dans un programme en six R : Réévaluer, Restructurer, Redistribuer, Réduire, Réutiliser, Recycler. Ces six objectifs interdépendants enclenchent un cercle vertueux de décroissance conviviale et soutenable. Réévaluer, cela signifie revoir les valeurs auxquelles nous croyons et sur lesquelles nous organisons notre vie et changer celles qui doivent l'être. Restructurer, cela signifie adapter l'appareil de production et les rapports sociaux en fonction du changement des valeurs. Redistribuer s'entend de la répartition des richesses et de l'accès au patrimoine naturel. Réduire veut dire diminuer

122. Hervé René Martin, *La Mondialisation racontée à ceux qui la subissent*, Paris, Climats, 1999, p. 15.

123. Pour le dire dans les termes d'Hannah Arendt, non seulement les deux composants refoulés de la *vita activa*, l'œuvre de l'artisan et de l'artiste et l'action proprement politique retrouveraient droit de cité à côté du labeur, mais la *vita contemplativa* elle-même serait réhabilitée.

l'impact sur la biosphère de nos modes de produire et de consommer. Pour ce faire, réutiliser au lieu de jeter les appareils et les biens d'usage et, bien sûr, recycler les déchets incompressibles de notre activité¹²⁴. Tout cela n'est pas nécessairement antiprogressiste ni antiscientifique. On pourrait même parler d'une *autre* croissance en vue du bien commun, si le terme n'était trop galvaudé.

Il n'y a pas de honte pour nous Occidentaux à partager le rêve progressiste occidental. Toutefois, après avoir pris conscience des méfaits du développement, il s'agit d'aspirer à une meilleure qualité de vie et non à une croissance illimitée du PIB. Nous entendons réclamer le progrès de la beauté des villes et des paysages, le progrès de la pureté des nappes phréatiques qui nous fournissent l'eau potable, de la transparence des rivières et de la santé des océans, exiger une amélioration de l'air que nous respirons, de la saveur des aliments que nous mangeons. Il y a encore bien des perfectionnements à apporter pour lutter contre l'invasion du bruit, pour accroître les espaces verts, pour préserver la faune et la flore sauvage, pour sauver le patrimoine naturel et culturel de l'humanité, sans parler des avancées à faire dans le domaine de la démocratie. La réalisation de ce programme participe pleinement de l'idéologie du progrès et suppose le recours à des techniques sophistiquées dont certaines sont encore à inventer. Il serait injuste de taxer les par-

tisans d'un post-développement de technophobes et d'antiprogressistes sous le seul prétexte qu'ils réclament un « droit d'inventaire » sur le progrès et la technique. Cette revendication est un minimum pour l'exercice de la citoyenneté.

Tout simplement, pour le Nord, la diminution de la pression excessive du mode de fonctionnement occidental sur la biosphère est une exigence de bon sens pour sa propre survie, en même temps qu'une condition de la justice sociale et écologique pour le reste du monde. Une décroissance voulue et bien pensée n'impose aucune limitation dans la dépense des sentiments et la production d'une vie festive, voire dionysiaque.

En ce qui concerne les pays du Sud, touchés de plein fouet par les conséquences négatives de la croissance du Nord, il s'agit moins de décroître (ou de croître, d'ailleurs) que de renouer le fil de leur histoire rompu par la colonisation, l'impérialisme et le néo-impérialisme militaire, politique, économique et culturel, pour se réapproprier leur identité. C'est la condition pour qu'ils soient en mesure d'apporter à leurs problèmes les solutions appropriées. Il peut être judicieux pour eux de réduire la production de certaines cultures spéculatives destinées à l'exportation (café, cacao, arachide, coton, etc.), mais aussi ces nouvelles cultures de luxe (fleurs, fruits et légumes de contre-saison, crevettes, etc.) encouragées par la Banque mondiale, comme il peut s'avérer nécessaire d'accroître celle des cultures vivrières. On peut songer aussi à renoncer à l'agriculture productiviste comme au Nord pour reconstituer les sols et les qualités nutri-

124. Osvaldo Pieroni, *Fuoco, Acqua, Terra e Aria, Lineamenti di una sociologia dell'ambiente*, Rome, Carocci, 2002, p. 282.

tionnelles. Sans doute, sera-t-il nécessaire d'entreprendre des réformes agraires, de réhabiliter l'artisanat qui s'est réfugié dans l'informel, etc. Il appartient aux peuples du Sud de préciser quel sens peut prendre pour eux la construction de l'après-développement.

En aucun cas, la remise en cause du développement ne peut ni ne doit apparaître comme une entreprise paternaliste et universaliste qui l'assimilerait à une nouvelle forme de colonisation (écologiste, humanitaire...) émanant de l'Occident. Ce risque-là est d'autant plus fort que les ex-colonisés ont intériorisé les valeurs du colonisateur. L'imaginaire économique, et tout particulièrement l'imaginaire développementiste, est encore plus prégnant au Sud qu'au Nord. Les victimes du développement ont tendance à ne voir d'autre remède à leur malheur que dans une aggravation du mal. Elles pensent que l'économie est le seul moyen de résoudre la pauvreté alors même que c'est elle qui l'engendre. Le développement et l'économie sont le problème et non la solution, et continuer à prétendre et vouloir le contraire participe aussi du problème.

Pour survivre ou durer, il est donc urgent d'organiser l'après-développement. Quand on est à Rome et que l'on doit se rendre par le train à Turin, si l'on s'est embarqué par erreur dans la direction de Naples, il ne suffit pas de ralentir la locomotive, de freiner ou même de stopper, il faut descendre et prendre un autre train dans la direction opposée. Pour sauver la planète et assurer un futur acceptable à nos enfants, il ne faut pas seulement modérer les tendances actuelles, il faut car-

rément sortir du développement et de l'économicisme comme il faut sortir de l'agriculture productiviste qui en est partie intégrante pour en finir avec les vaches folles et les aberrations transgéniques.

**Extraits de la déclaration de l'INCAD (International Network for Cultural Alternatives to Development) :
La fin du développement et le travail de régénération. Orford, Québec, Canada, 4 mai 1992**

Sous l'appellation de développement, la nature et les communautés humaines subissent la défiguration, l'extinction, la mort. [...] L'enjeu aujourd'hui n'est ni une crise de gestion, ni une réforme, ni une restauration des cultures et de la nature abîmées, pas plus qu'un simple revivalisme... Nous avons besoin d'une mutation qui puisse engager un profond réveil par la mise en œuvre d'un désarmement culturel et d'une fin du développement lui-même. Nous devons ensuite nous engager concrètement pour une restauration de la nature et des cultures. [...]

En conséquence, nous appelons à une fin du développement ; nous invitons les peuples du monde à engager le travail de reconstruction, réharmonisation, régénération, après le passage de la tempête. Cela peut signifier la création de groupes de régénération capables d'associer avec imagination des éléments de la modernité à des survivances de la tradition. Nous croyons que le moment est venu de reconnaître radicalement le pluralisme de notre monde et que nous devons nous engager dans un large processus

de régénération culturelle avec la conviction qu'il ne peut y avoir aucun critère universel pour le conduire. [...]

À titre d'exemple nous pouvons identifier les buts suivants comme autant de premiers pas à faire :

1 – Effacer progressivement (à raison de 20 % l'an) toutes les dettes des pays du Sud engagées pour des projets de développement

2 – Réduire le revenu par tête dans les pays du Nord à leur niveau de 1960

3 – Stopper par des moyens adéquats l'utilisation illimitée du pétrole

4 – Réduire la quantité d'électricité utilisée à une vitesse qui permette d'annuler tous les projets de centrales nucléaires à échéance de dix ans

5 – Déconstruire le modèle global d'éducation qui encourage et soutient les États-nations et leur développement : remettre en vigueur les systèmes d'éducation pratiqués par les communautés locales en harmonie avec leur environnement culturel et naturel, ce qui permettra de soutenir le bon niveau de ces communautés

6 – Engager une campagne massive de programmes pour une autre éducation dans le Nord comme dans le Sud à l'intention des élites socio-professionnelles à propos de la perversité du développement ; cela consistera à travailler sur les sujets suivants :

– Le développement comme facteur de paupérisation de la majorité du monde ; les modes d'appauvrissement

– Le sacrifice des énergies naturellement renouvelables sur l'autel de la croissance économique

– L'obligation qui est faite aux élites socioprofessionnelles d'augmenter le PNB des États-nations, ce qui les rend incapables de comprendre l'intérêt du travail de régénération créative des communautés locales

7 – Transformer toutes les aides des agences de développement en coopératives décentralisées vouées aux acquisitions et à la régénération de la connaissance, à la prise en compte des modes de vie, savoir-faire des diverses cultures du monde pour la poursuite d'un dialogue interculturel sur l'après-développement entre les peuples du Nord et du Sud.

Réorienter tous les fonds dans ce but.

Signataires : Kalpana DAS (Canada-Inde), Gustavo ESTEVA (Mexique), Serge LATOUCHE (France), Douglas LUMMIS (Japon-États-Unis), Frédérique A. MARGLIN (États-Unis), Marie MACDONALD (États-Unis), Ashis NANDI (Inde), Emmanuel N'DIONE (Sénégal), Raimon PANIKAR (Catalogne-Espagne-Inde), Sidney POBIHUSCHY (Canada), Majid RAHNEMA (France-Iran), Wolfgang SACHS (Allemagne), Edith SIZOO (Hollande- Belgique), David TUSHNEIDER (Bolivie), Robert VACHON (Canada), Hassan ZAOUAL (France-Maroc).

Le « localisme »

Proposer la décroissance conviviale comme un des objectifs globaux urgent et identifiable à ce jour et mettre en œuvre des alternatives concrètes localement sont complémentaires. Il est nécessaire de revitaliser le

terreau local. Cela est nécessaire, au Nord comme au Sud, parce que même dans une planète virtuelle, jusqu'à preuve du contraire, on vit localement... mais surtout, cela est nécessaire pour sortir du développement et de l'économie et pour lutter contre la mondialisation. L'enjeu consiste à éviter que le « glocal » ne serve d'alibi à la poursuite de la désertification du tissu social et ne soit qu'un sparadrap collé sur une plaie béante, autrement dit, un discours d'illusion et de diversion.

Par son action corrosive sur l'État, le politique, l'environnement, l'éthique et la culture, la mondialisation aggrave le danger planétaire du développement. L'intégration abstraite de l'humanité dans le *technocosme* par le marché mondial, par l'*omnimarchandisation* du monde et la concurrence généralisée se fait au prix d'une *désocialisation* concrète et d'une décomposition du lien social. L'hiatus entre l'ampleur du problème à résoudre et la modestie des remèdes envisageables à court terme tient surtout à la prégnance des croyances qui font « tenir » le système sur ses assises imaginaires. En d'autres termes, il faudrait *décoloniser nos mentalités* pour changer vraiment le monde avant que le changement du monde ne nous y condamne dans la douleur.

Au fond, il y a deux façons de concevoir l'autre société où l'on vivrait *autrement* : on peut la choisir, mais elle peut aussi nous être imposée. Autrement dit, on peut être condamné à la faire malgré soi de manière plus ou moins inconsciente ou on peut tenter de la construire consciemment. La première forme repré-

sente l'*alternative* historique, la seconde, l'*alternative* volontariste¹²⁵.

L'économie mondiale, avec l'aide des institutions de Bretton Woods, a exclu des campagnes des millions et des millions de personnes, elle a détruit leur mode de vie ancestrale, supprimé leurs moyens de subsistance, pour les jeter et les agglutiner dans les bidonvilles et les banlieues du tiers-monde. Ce sont les « naufragés du développement ». Ces laissés-pour-compte, condamnés dans la logique dominante à disparaître, n'ont d'autre choix pour survivre que de s'organiser selon une *autre* logique. Ils doivent inventer, et certains au moins inventent effectivement un *autre* système, une *autre* vie. On a repéré cette alternative sous le nom d'économie informelle. Toutefois, dans l'*informel* qui nous intéresse ici, on n'est pas dans une économie, même autre, on est dans une autre société. L'économique n'est pas autonomisé en tant que tel. Il est dissous, incorporé dans le social et en particulier dans les réseaux complexes qui structurent les cités populaires de l'Afrique. C'est la raison pour laquelle le terme de « société vernaculaire » est plus approprié pour parler de cette réalité que celui d'« économie informelle ». Il s'agit avant tout des façons dont les « naufragés du développement » produisent et

125. J'ai tenté d'esquisser la première voie dans mon livre *L'Autre Afrique*. Il est intéressant de tirer les leçons de cette autre Afrique comme « laboratoire de l'après-développement » pour concevoir une revitalisation du tissu local aussi dans le Nord. Serge Latouche, *L'Autre Afrique. Entre don et marché*, Paris, Albin Michel, 1998.

reproduisent leur vie, hors du champ officiel, par des stratégies *relationnelles*. Ces stratégies incorporent toutes sortes d'activités « économiques », mais ces activités ne sont pas (ou faiblement) professionnalisées. Les expédients, les bricolages, la débrouille de chacun s'inscrivent dans des *réseaux*. Les *reliés* forment des *grappes*. Au fond, ces stratégies fondées sur un jeu subtil de *tiroirs* sociaux et économiques sont comparables aux stratégies ménagères, qui sont le plus souvent les stratégies des ménagères, mais transposées dans une société où les membres de la famille élargie se comporteraient par centaines.

Ainsi, la société vernaculaire est, à première vue, avant tout féminine, fondée sur la pluriactivité, sur le non-professionnalisme et sur les stratégies relationnelles. Les laissés-pour-compte de la grande société réalisent le miracle de leur survie en réinventant du lien social et à travers le fonctionnement de ce social. Exclues des formes canoniques de la modernité, la citoyenneté de l'État-nation et la participation au marché national et mondial, ils vivent, en effet, grâce aux réseaux de solidarité néo-claniques. On assisterait à un processus inverse de celui décrit dans « La grande transformation » de Karl Polanyi, celui du *réenchâssement* de l'économie dans la sociabilité.

On aura reconnu sans peine dans ce fonctionnement de l'*économie* néo-clanique une logique fort différente de la logique marchande, celle du don et des rituels oblatifs. Ici comme partout, le lien social fonctionne sur l'échange ; mais l'échange, avec ou sans monnaie, repose plus sur la réciprocité que sur le mar-

ché. On est en présence de la triple obligation de donner, de recevoir et de rendre telle que l'analyse Marcel Mauss. Ce qui est central et fondamental dans cette logique du don, c'est que le *lien* remplace le *bien*¹²⁶. Il apparaît clairement, dès lors, que dans la *société vernaculaire*, l'économie est *réenchâssée* dans le social et qu'elle fonctionne selon les logiques du don. Il s'agit bien là d'une forme locale d'après-développement forcé. La décroissance du Nord est la condition nécessaire pour permettre à ces nouvelles sociétés du Sud d'échapper aux famines, aux pandémies, aux dictatures et aux guerres civiles qui les menacent.

Au Nord, le retrait relatif du national et de ses tutelles *réactive* le « régional » et le « local » en desserrant des freins, en impulsant un regain culturel qui peut engendrer des synergies économiques. Les loisirs, la santé, l'éducation, l'environnement, le logement, les services à la personne se gèrent au niveau micro-territorial du bassin de vie. Cette gestion du quotidien entraîne de la part d'une fraction de la population, exclue, contestataire ou solidaire, des initiatives citoyennes riches et méritoires pour tenter de retrouver une emprise sur le vécu. En Europe, mais aussi aux États-Unis, au Canada, en Australie, on assiste à des phénomènes nouveaux : la naissance de ceux qu'on a pu désigner comme néo-agriculteurs, néo-ruraux, néo-artisans. On voit fleurir une myriade d'associations à but non lucratif (ou du moins non exclusivement

126. Jacques Godbout, en collaboration avec Alain Caillé, *L'Esprit du don*, Paris, La Découverte, 1992.

lucratif) : entreprises coopératives en autogestion, communautés néo-rurales, Lets et Sels, Banques du temps, temps choisi, régies de quartier, crèches parentales, boutiques de gestion, guildes d'artisans, agriculture paysanne, banque éthique ou mutuelles de crédit-risque, mouvements de commerce équitable et solidaire, associations de consommateurs, etc. Les retombées économiques éventuelles de tout cela sont problématiques. Il s'agit d'emplois de services (administratifs, ou services aux entreprises), d'emplois de sous-traitance ou de services de proximité pour les résidents. Ils ne sont évidemment pas le résultat d'une dynamique intégrée. S'articulant au développement économique et au marché mondial (avec les subsides de l'État ou de Bruxelles...), elles sont condamnées à disparaître tôt ou tard ou à se fondre dans le système dominant. Elles perdent alors littéralement leurs âmes et finissent par être « instrumentalisées » par les pouvoirs publics, les entreprises, leurs permanents et même leurs « militants » bénévoles (qui y cherchent une expérience ou une formation valorisante). Réussir la société locale implique de ne pas se cantonner à un « tiers » secteur, mais de coloniser progressivement les deux autres, à savoir le marché capitaliste et l'État. Il s'agit aussi de s'appuyer sur une démocratie locale revivifiée¹²⁷. Le mouvement d'ensemble a été défini (de façon à mon avis erronée) comme « micro-développement ». Lorsque ces innovations alternatives par-

127. Fotopoulos Takis, *Vers une démocratie générale. Une démocratie directe, économique, écologique et sociale*, Paris, Seuil, 2001.

ticipent au projet de construire une autre société, plutôt que de « micro-développement », on devrait parler au contraire d'« anti-développement » ou de « post-développement » puisqu'on est en face de tentatives d'inventer une nouvelle logique sociale, fondée sur la revalorisation des aspects non économiques de la vie, sur le « don » entendu comme triple obligation, et sur de nouveaux rapports sociaux. Ces expériences, qui sont toutes des formes d'auto-organisations locales, nous intéressent moins pour elles-mêmes que comme forme de résistance et de dissidence par rapport au processus de montée en puissance de l'*omnimarchandisation* du monde. Le danger de la plupart des initiatives alternatives volontaristes est, en effet, de se cantonner dans le *créneau* qui leur ont permis de naître et de se développer au lieu de travailler à la construction et au renforcement d'une *niche* au sens écologique du terme, c'est-à-dire un ensemble d'innovations alternatives visant à une cohérence globale. La stratégie de la niche est une leçon de l'expérience africaine de la société vernaculaire qui peut aussi servir pour tous ceux qui sont engagés dans des entreprises *alternatives*. La gestion alternative doit davantage s'appuyer sur la niche que sur le créneau. Le « créneau » est un concept d'une stratégie militaire de conquête et d'agression, lié à la rationalité économique dominante. Ce qui peut faire vivre l'entreprise alternative, à terme, c'est bien plutôt la *niche*. La *niche* est un concept écologique beaucoup plus proche de l'antique prudence (la *phronèsis* d'Aristote) et d'une conception sociale de l'*efficacité*, étrangère à l'*efficience* économique. L'entre-

prise *alternative* vit ou survit dans un milieu qui est et doit être différent du marché mondialisé. C'est ce milieu porteur dissident qu'il faut définir, protéger, entretenir, renforcer et développer par la résistance. Plutôt que de se battre désespérément pour conserver son *créneau* au sein du marché mondial, il vaut mieux militer pour élargir et approfondir sa *niche* en marge de l'économie *globalisée*. L'extension et l'approfondissement du champ des complicités sont le secret de la réussite et doivent être le souci premier de ces entreprises. Les *consommateurs* (consommateurs citoyens) sont un élément clef d'un ensemble qui devrait articuler systèmes d'échanges locaux (Sels), producteurs alternatifs, néo-ruraux, mouvements associatifs résolument engagés dans cette voie. C'est cette cohérence qui représente une véritable alternative au système¹²⁸. « Au total, écrit Tonino Perna, on peut dire que le défi pour le commerce équitable consiste *non* pas à faire entrer les produits du Sud dans le circuit de la mode, détruisant ainsi son patrimoine culturel, mais de *transformer le choix éthique du consommateur en un véritable "besoin"*¹²⁹. »

128. C'est ce que tente en Italie La Rete di Liliputt. Il s'agit d'une immense toile d'araignée tissée par les innombrables petites organisations alternatives pour paralyser le géant Gulliver du capitalisme transnational et, à un niveau plus modeste en France, le Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires (REPAS), voir : B. Barras, M. Bourgeois, E. Bourguinat, M. Lulek, *Quand l'entreprise apprend à vivre*, Paris, Éd. Charles Léopold Mayer, 2002.

129. Tonino Perna, *Fair Trade. La sfida etica al mercato mondiale*, Turin, Bollati Boringhieri, 1998, p. 123.

« Cela signifie qu'il est nécessaire de penser plus en terme *d'innovation sociale* que *d'innovation de produit*¹³⁰. » On peut transposer ce diagnostic au projet local. « Chercher à s'adapter aux prétendues lois du marché capitaliste, à en suivre les caprices, à en utiliser de façon a-critique les instruments – comme la publicité et le marketing – conclut-il, peut donner quelques résultats en terme quantitatif et sur une courte période, mais à la fin ce choix se révèle perdant¹³¹. » La stratégie de la niche ne consiste donc pas à préserver une oasis dans le désert du marché mondial, mais à étendre progressivement « l'organisme » sain pour faire reculer le désert ou le féconder. Il s'agit de coordonner la protestation sociale avec la protestation écologique, avec la solidarité envers les exclus du Nord et du Sud, avec toutes les initiatives associatives pour articuler résistance et dissidence, et pour déboucher à terme sur une société autonome participant à la décroissance conviviale. Et c'est ainsi qu'à l'inverse de Pénélope on retisse de nuit le tissu social que la mondialisation et le développement détricotent le jour.

130. *Ibid.*, p. 122.

131. *Ibid.*, p. 122.

CONCLUSION

Décoloniser l'imaginaire

Face à la mondialisation, qui n'est que le triomphe planétaire du tout-marché, il nous faut concevoir et vouloir une société dans laquelle les valeurs économiques ont cessé d'être centrales (ou uniques), où l'économie est remise à sa place comme simple moyen de la vie humaine et non comme fin ultime. Il nous faut renoncer à cette course folle vers une consommation toujours accrue. Cela n'est pas seulement nécessaire pour éviter la destruction définitive de l'environnement terrestre, mais aussi et surtout pour sortir de la misère psychique et morale des humains contemporains¹³². Il s'agit là d'une véritable décolonisation de *notre imaginaire* et d'une *déséconomisation* des esprits nécessaires pour changer vraiment le monde avant que le changement du monde ne nous y condamne dans la douleur. Il faut commencer par voir les choses *autrement* pour qu'elles puissent devenir autres, pour que l'on puisse concevoir des solutions vraiment originales et novatrices. Il s'agit de mettre au centre de la vie humaine d'autres significations que

132. Cornelius Castoriadis, *La Montée de l'insignifiance. Les carrefours du labyrinthe*, IV, Paris, Seuil, 1996, p. 96.

l'expansion de la production et de la consommation. La menace la plus grave qui pèse sur notre planète, ce n'est peut-être pas celle de la destruction par le délire de la Mégamachine, c'est notre aveuglement et notre impuissance. Comme les Romains de la fin de la République, « nous ne pouvons plus supporter ni nos vices ni leurs remèdes ¹³³ ». Nous refusons de faire le vrai diagnostic de la maladie, et nous nous satisfaisons de masquer les symptômes. C'est à l'aggravation même du mal que nous demandons des remèdes. Contre le développement proposer un développement durable, local, social ou *alternatif*, c'est chercher, en fin du compte, à prolonger l'agonie du patient le plus longtemps possible en entretenant le virus. Il faut une véritable cure de désintoxication collective. La croissance, en effet, est à la fois un virus pervers et une drogue. Comme l'écrit Majid Rahnema : « Pour s'infiltrer dans les espaces vernaculaires, le premier *Homo œconomicus* avait adopté deux méthodes qui ne sont pas sans rappeler, l'une l'action du rétrovirus VIH et l'autre les moyens employés par les trafiquants de drogue ¹³⁴. » Il s'agit de la destruction des défenses immunitaires et de la création de nouveaux besoins.

Demander à nos contemporains de renoncer à la technique, dans le sens du « système technicien » (et pouvons-nous ajouter au développement), ce serait, selon Jacques Ellul, comme de demander à l'homme

du néolithique de brûler sa forêt qui est son milieu ¹³⁵. Il est clair que nous ne renoncerons volontiers ni au développement, ni à notre mode de vie, ni aux techniques qui leur sont associées. Il n'est même pas sûr que nous renoncions à brûler les dernières forêts et les derniers hommes du « néolithique » qui y vivent encore.

N'y a-t-il alors ni espoir ni perspective pour la planète ou pour l'humanité ? Les leçons de l'Histoire n'ont rien pour rendre optimistes, et la victoire du bon sens sur le délire du système techno-économique, de la convivialité sur l'égoïsme des possédants et la volonté de puissance des dominants ne serait rien moins qu'assurée si on ne devait faire fond que sur la force de conviction et de persuasion de la raison pratique. Seulement, la démesure de la rationalité commandée par la recherche sans limites du profit mène à des catastrophes qui pour douloureuses qu'elles soient font naître des occasions de remise en question. Tchernobyl hier, la vache folle aujourd'hui, l'effet de serre demain, sans parler des innombrables risques technologiques quotidiens, sont de puissants adjuvants de la réflexion. La pédagogie des catastrophes impulse le nécessaire changement de l'imaginaire qui constitue la condition non moins nécessaire à l'émergence et au triomphe des alternatives.

Les Indiens de Colombie britannique sur la côte ouest du Pacifique (les Kwakiult, Haida, Tshimshian, etc.) pensaient que les saumons étaient des êtres

133. Tite-Live, cité par Jacques Ellul, *Le Bluff technologique*, Paris, Hachette, 1988, p. 95.

134. Majid Rahnema, *op. cit.*, p. 214.

135. Jacques Ellul, *Le Système technicien*, Paris, Calmann-Lévy, 1977, pp. 94-98.

vivants comme eux, qu'ils vivaient en tribus au fond de la mer où ils avaient leurs « tipis ». En hiver, ils décidaient de se sacrifier pour leurs frères terrestres, revêtaient leurs habits de saumon et partaient vers les embouchures. À la saison de la remonte des rivières, les Indiens accueillaient le premier saumon comme un visiteur de marque. Ils le mangeaient avec cérémonie. Son sacrifice n'était qu'un emprunt provisoire. Ils reportaient à la mer l'arête centrale et les restes qui permettaient la renaissance de l'hôte dévoré. Ainsi, la coexistence et la symbiose des saumons et des hommes se perpétuaient de façon satisfaisante. Avec l'arrivée des Blancs et l'installation sur chaque embouchure d'une conserverie, la course au profit a entraîné un prélèvement abusif. Les Indiens en ont conclu que les saumons ont disparu parce que les Blancs n'ont pas respecté le rituel... Qui pourrait leur donner tort¹³⁶ ? Cette obligation pour l'homme de se fondre dans le cosmos se retrouve dans la plupart des sociétés. En Sibérie, on va mourir dans la forêt pour rendre aux animaux ce que l'on en a reçu. Cette attitude implique des rapports de réciprocité entre les hommes et le reste de l'univers. Les hommes sont prêts à se donner à Gaia comme Gaia se donne à eux. En niant la capacité de régénération de la nature, en réduisant les ressources naturelles à une matière première à exploiter et non en la considérant comme un « ressourcement », la modernité a éliminé le rapport de réciprocité entre l'homme

et la nature. Tous les peuples opprimés, étranglés, humiliés de la planète n'aspirent pas nécessairement à ce que cachent les miracles et les mirages du développement quels que soient les emballages. Ils aspirent sans doute d'abord à survivre. Non d'une survie purement biologique mesurée en calories, ou purement matérielle, comme le donne à penser la vision économe et développementiste, mais d'une survie culturelle en terme de chaleur humaine. Ils aspirent si possible à vivre « bien ». Bien et non pas toujours plus, ni mieux. Cela signifie vivre dans la dignité, selon leurs valeurs, leurs normes et leurs choix culturels, sans être piégés et broyés par et dans la course au plus haut PNB. Au fond, n'est-ce pas aussi une aspiration profonde partagée par les petites gens du Nord ? C'est cette aspiration que vise à réaliser la décroissance conviviale combinée au localisme.

136. Lewis Hyde, *The Gift : Imagination and the Erotic life of Property*, New York, Vintage/Random, 1983.

BIBLIOGRAPHIE

1. Livres

- AMIN (Samir), *Maldevelopment, Anatomy of a Global Failure*, Londres, Zed Books, 1990.
- AUBIN (Jean), *Croissance : l'impossible nécessaire*, Planète bleue, Le Theil, 2003.
- BARRAS (B.), BOURGEOIS (M.), BOURGUINAT (E.), LULEK (M.), *Quand l'entreprise apprend à vivre*, Paris, Éd. Charles Léopold Mayer, 2002.
- BERGERON (Richard), *L'Anti-développement*, Paris, L'Harmattan, 1992.
- BERNARD (Michel), CHEYNET (Vincent), CLÉMENTIN (Bruno) (sous la direction de), *Objectif décroissance. Vers une société harmonieuse*, Lyon, Parangon/Silence/Écosociété, 2003.
- BERTRAND (Agnès), KALAFATIDES (Laurence), OMC, *le pouvoir invisible*, Paris, Fayard, 2002.
- BODLEY (John H.), *Victims of Progress*, Mountain View, Californie, Mayfield Publishing, 1990 ;
Tribal Peoples and Development Issues, Mountain View, Californie, Mayfield Publishing, 1988.
- BOVÉ (José), DUFOUR (François), *Le monde n'est pas une marchandise*, Paris, La Découverte, 2000.
- BRUNE (François), *Les Médias pensent comme moi ! Fragments du discours anonyme*, Paris, L'Harmattan, coll. «L'homme et la société», 1993 ;
Médiatiquement correct, Paris, Paris-Méditerranée, 1998 ;
Sous le soleil de Big Brother, Précis sur « 1984 » à l'usage des années 2000, Paris, L'Harmattan, 2000.
- BURCH (Mark), *La Voie de la simplicité volontaire*, Montréal (Québec), Écosociété, 2003.
- CASTORIADIS (Cornelius), «La montée de l'insignifiance», in *Les carrefours du labyrinthe*, IV, Paris, Seuil, 1996.
- CHARBONNEAU (Bernard), *Le Système et le Chaos*, Paris, Economica, 1990 (1973) ;

- Sauver nos régions. Écologie et sociétés locales*, Paris, Sang de la terre, 1991.
- CHARTIER (Anne-Marie), *Essai critique sur le concept de développement*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1996.
- CLASTRES (Pierre), *La Société contre l'État*, Paris, Minuit, 1974 (réédition 1991).
- COLLECTIF (La ligne d'horizon), *Défaire le développement, refaire le monde. Actes du colloque à l'Unesco*, Lyon, Parangon/Most/La ligne d'horizon, 2002.
- COLLECTIF, *Manifeste du réseau pour l'après-développement*, Gaillac, Rocade, 2003.
- DAHL (G.), RABO (A.), *Kam-Ap or Take-Off : Local Notions of Development*, Stockholm, Stockholm Studies in Social Anthropology, 1992.
- DE RIVERO (Oswaldo), *The Myth of Development : the Non-Viable Economies of the 21st Century*, Londres, Zed Books, 2001.
- DOBBIN (Murray), *La Grande Fumisterie*, Montréal (Québec), Écosociété, 2002.
- DOUTHWAITE (Richard), *The Growth Illusion : How Economic Growth has Enriched the Few, Impoverished the Many and Endangered the Planet*, Dublin, Lilliput Press, 1992.
- DUPUY (Jean-Pierre), *Pour un catastrophisme éclairé*, Paris, Seuil, 2002.
- DUPUY (Jean-Pierre), ROBERT (Jean), *La Trahison de l'opulence*, Paris, PUF, 1976.
- DUMONT (Louis), *Homo hierarchicus*, Paris, Gallimard, 1967 ;
Homo aequalis, Paris, Gallimard, 1976.
- ELLUL (Jacques), *Le Bluff technologique*, Paris, Hachette, 1998.
- ESCOBAR (Arturo), *Encountering Development : The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1995.
- ESTEVA (Gustavo), PRAKASH (Madhu Suri), *Grassroots Postmodernism*, Londres, Zed Books, 1998.
- FERGUSON (James), *The Anti-Politics Machine : « Development », Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.
- GEORGESCU-ROEGEN (Nicholas), *La Décroissance. Entropie-écologie-économie*, Paris, Sang de la terre, 1995.

- GOLDSMITH (Édouard), *Le Défi du XXI^e siècle*, Monaco, Éditions du Rocher, 1994. Réédition sous le titre *Le Tao de l'Écologie*, Paris, Éditions du Rocher, 2002.
- GOLDSMITH (Édouard), MANDER (Jerry), *Le Procès de la mondialisation*, Paris, Fayard, 2001.
- GOLDSMITH (Édouard) et al. (sous la direction de), *The Future of Progress*, Totnes, Green Books, 1995.
- GRANSTEDT (Ingmar), *L'Impasse industrielle*, Paris, Seuil, 1980.
- GRAS (Alain), *Fragilité de la puissance. Se libérer de l'emprise technologique*, Paris, Fayard, 2003.
- INSTITUT INTERCULTUREL DE MONTRÉAL (IIM), *Living with the Earth : Cross-Cultural Perspectives on Sustainable Development : Indigenous and Alternative Practices*, The Colloquium Report, Oxford, Québec, 1992.
- ILLICH (Ivan), *Libérer l'avenir*, Paris, Seuil, 1969 ;
Une Société sans école, Paris, Seuil, 1971 ;
La Convivialité, Paris, Seuil, 1973 ;
Énergie et équité, Paris, Seuil, 1973 ;
Némésis médicale, Paris, Seuil, 1975 ;
Le Chômage créateur, Paris, Seuil, 1977 ;
Le Travail fantôme, Paris, Seuil, 1981 ;
Le Genre vernaculaire, Paris, Seuil, 1983 ;
H2O. Les eaux de l'oubli, Paris, Lieu commun, 1988 ;
ABC : l'alphabétisation de l'esprit populaire, Paris, La Découverte, 1990 ;
Du lisible au visible : la naissance du texte, Paris, Cerf, 1991 ;
Dans le miroir du passé, Paris, Descartes et Cie, 1994 ;
La Perte des sens, Paris, Fayard, 2004 ;
Œuvres complètes, vol. 1, Paris, Fayard, 2004.
- KOTHARI (Rajni), *Rethinking Development : In Search of Human Alternatives*, Croton-on-Hudson, Apex Press, 1989 ;
- LATOUCHE (Serge), *Faut-il refuser le développement ? Essai sur l'anti-économique du tiers-monde*, Paris, PUF, 1986 ;
L'Occidentalisation du monde, Paris, La Découverte, 1989 ;
La Planète des naufragés, Paris, La Découverte, 1991 ;
La Mégamachine, Paris, La Découverte/MAUSS, 1995 ;
Les Dangers du marché planétaire, Paris, Presses de Sciences Po, 1998 ;
L'Autre Afrique, Entre don et marché, Paris, Albin Michel, 1998 ;
- La Planète uniforme*, Castelnau-le-Lez, Climats, 2000 ;
La Dérision de la raison économique, Paris, Albin Michel, 2001 ;
Justice sans limite, Paris, Fayard, 2003 ;
Décoloniser l'imaginaire, Lyon, Parangon, 2003.
- LATOUCHE (Serge), NOHRA (Fouad), ZAOUAL (Hassan), *Critique de la raison économique*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- LOUART (Bertrand), *Quelques éléments d'une critique de la société industrielle*, Paris, Notes & morceaux choisis, 2003.
- LULEK (Michel), *Scions travaillait autrement. Ambiance Bois, l'aventure d'un collectif autogéré*, Saint Pierreville, Repas, 2003.
- MANDER (Jerry), *In Search of the Sacred*, San Francisco, Sierra Club Books, 1991.
- MARTIN (Hervé René), *La Mondialisation racontée à ceux qui la subissent*, Castelnau-le-Lez, Climats, 1999 ;
La Fabrique du diable, Castelnau-le-Lez, Climats, 2003.
- MENDES (Candido) (sous la direction de), *Le Mythe du développement*, Paris, Seuil, 1977.
- MICHEA (Jean-Claude), *Impasse Adam Smith. Brèves remarques sur l'impossibilité de dépasser le capitalisme sur sa gauche*, Castelnau-le-Lez, Climats, 2002.
- MOL (P. J.), « Ecological Modernization : Industrial Transformations and Environmental Reform », in Redclift, Woodgate, *The International Handbook of Environmental Sociology*.
- MONGEAU (Serge), *La Simplicité volontaire, plus que jamais*, Montréal (Québec), Écosociété, 2003.
- NANDY (Ashis), *The Intimate Enemy*, Bombay, Oxford University Press, 1987.
- N'DIONE (Emmanuel), *Dynamique urbaine d'une société en grappe*, Dakar, Enda, 1987 ;
Réinventer le présent, Dakar, Enda-Graf Sahel, 1994 ;
L'Économie urbaine en Afrique, Paris, Karthala, 1994 ;
Pauvreté, décentralisation et changement social, Dakar, Enda-Graf Sahel, 1999.
- NICOLAS (Guy), *Don rituel et échange marchand dans une société sahélienne*, Paris, Institut d'ethnologie, 1986 ;
Du Don rituel au sacrifice suprême, Paris, La Découverte/MAUSS, 1996.

NORBERG-HODGE (Helena), *Quand le développement crée la pauvreté : l'exemple du Ladakh*, Paris, Fayard, 2002.

PARTANT (François), *Que la crise s'aggrave*, Paris, Solin, 1978. Réédition mars 2002, Éditions Parangon ;
La Ligne d'horizon, Paris, La Découverte, 1988 ;
Cette crise qui n'en est pas une, Paris, L'Harmattan, 1994 ;
La Fin du développement, Paris, Actes Sud, 1997 (réédition).

PERNA (Tonino), *Fair Trade. La sfida etica al mercato mondiale*, Bolati Boringhieri, 1998.

PIERONI (Osvaldo), *Fuoco, Acqua, Terra e Aria, Lineamenti di una sociologia dell'ambiente*, Rome, Carocci, 2002.

POLANYI (Karl), *La Grande Transformation*, Paris, Gallimard, 1983. *The Livelihood of Man*, New York, Academic Press, 1977.

PONCELET (Marc), *Une utopie post-tiermondiste, la dimension culturelle du développement*, Paris, L'Harmattan, 1994.

PRADERVAND (Pierre), *Une Afrique en marche*, Paris, Plon, 1989.

RAHNEMA (Majid), *Quand la misère chasse la pauvreté*, Paris, Fayard/Actes Sud, 2003.

RAHNEMA (Majid), BAWTREE (Victoria), (sous la direction de), *The Post-development Reader*, Londres, Zed Books, 1997 (traduction française mise à jour à paraître chez Parangon courant 2004).

RAVIGNAN (François de), *L'intendance ne suivra pas*, Paris, La Découverte, 1988 ;
La Faim, pourquoi?, Paris, Syros, 1993. Réédition revue et corrigée, Paris, La Découverte, 2003 ;
L'Avenir d'un désert : au pays sud-audois, Villelongue d'Aude, Atelier du gué, 1996 (réédition 2003).

RIST (Gilbert), SABELLI (Fabrizio), *Il était une fois le développement*, Lausanne, Éditions d'En bas, 1986.

RIST (Gilbert), RAHNEMA (Majid), ESTEVA (Gustavo), *Le Nord perdu. Repères pour l'après-développement*, Lausanne, Éditions d'En bas, 1992.

RIST (Gilbert), PERROT (Marie-Dominique), *La Culture, otage du développement*, Paris, L'Harmattan, 1994.

RIST (Gilbert), *Le Développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Po, 1996.

RIVERO (Oswaldo de), *The Myth of Development*, Londres, Zed Books, 2001.

SACHS (Wolfgang) (sous la direction de), *The Development Dictionary*, Londres, Zed Books, 1992 ;
Global Ecology, Londres, Zed Books, 1993.

SACHS (Wolfgang), ESTEVA (Gustavo), *Des ruines du développement*, Montréal, Écosociété, 1996.

SACHS (Wolfgang), *Planet Dialectics*, Londres, Zed Books, 1999.

SAHLINS (Marshall), *Âge de pierre, âge d'abondance*, Paris, Gallimard, 1976.

SAID (Edward W.), *Culture and Imperialism*, New York, Vintage Books, 1994. Traduit par Paul Chemla, *Culture et impérialisme*, Paris, Fayard, 2000.

SAUNDERS (Kriemild) (sous la direction de), *Feminist Post-Development Thought*, Zed Books, Londres, 2002.

SCHUMACHER (E.F.), *Small is Beautiful*, Londres, Blond and Briggs, 1973.

SEABROOK (Jeremy), *Victims of Development*, Londres, Verso, 1993.

SEABROOK (Jeremy), BLACKWELL (Trevor), *The Revolt Against Change : Towards a Conserving Radicalism*, Londres, Vintage, 1993.

SHIVA (Vandana), *Staying Alive : Women, Ecology and Development*, Londres, Zed Books, 1989 ;
Le Terrorisme alimentaire. Comment les multinationales affament le tiers-monde, Paris, Fayard, 2001 ;
La Guerre de l'eau, Lyon, Parangon, 2003.

SINGLETON (Michael), *Amateurs de chien à Dakar*, Louvain-la-Neuve/Paris, Academia-Bruylant/L'Harmattan, 1998.

TEMPLE (Dominique), CHABAL (Mireille), *La Réciprocité et la naissance des valeurs humaines*, Paris, L'Harmattan, 1995.

TERRASSON (François), *La Peur de la nature*, Paris, Sang de la terre, 1988 ;
La Civilisation anti-nature, Monaco, Éditions du Rocher, 1994 ;
En finir avec la nature, Monaco, Éditions du Rocher, 2002.

THUILLIER (Pierre), *La Grande Implosion. 1999-2002*, Paris, Fayard, 1997 (réédité en poche) ;
La Revanche des sorcières. L'irrationnel et la pensée scientifique, Paris, Belin, 1997.

VACHON, (Robert) (sous la direction de), *Alternatives au développement. Approches interculturelles à la bonne vie et à la coopération*

- internationale, Institut interculturel de Montréal, Éditions du Fleuve, coll. « Alternatives », 1988-1990.
- WACKERNAGEL (Mathis), REES (William), *Notre empreinte écologique. Comment réduire les conséquences de l'activité humaine sur la terre*. Montréal (Québec), Écosociété, 2000.
- ZAJACZKOWSKI (Andrzej), *Dimension culturelle du développement*, Publication du Centre d'études sur les pays hors européens, Varsovie, Académie polonaise des sciences, 1982.
- ZAOUAL (Hassan), *Territoires et dynamiques économiques*, Paris, L'Harmattan, 1998.

2. Revues

- NOUVEAUX CAHIERS DE L'IUED, COLL. « ENJEUX ».
<http://www.unige.ch/iued/>
 N° 6, *La Mondialisation des anti-sociétés. Espaces rêvés et lieux communs*, Gilbert Rist (dir.), mars 1997.
 N° 7, *Pratiques de la dissidence économique. Réseaux rebelles et créativité sociale*, Yvonne Preiswerk et Fabrizio Sabelli (dir.), juin 1998.
 N° 13, *Les Mots du pouvoir : sens et non-sens de la rhétorique internationale*, (dir.) Gilbert Rist, 2002.
 N° 14, *Brouillons pour l'avenir : contributions au débat sur les Alternatives*, (dir.) Christian Comelieu, 2003.

- LA REVUE DU MAUSS (semestrielle)
<http://www.revuedumauss.com.fr/>
 N° 20, *Quelle « autre mondialisation » ?*, 2^e semestre 2002, 368 p.
 N° 21, *L'Alter-économie. Quelle « autre mondialisation » (fin)*, 1^{er} semestre 2003, 432 p.

- RÉFRACTIONS
<http://refractions.plusloin.org/>
 N° 9, *Au-delà de l'économie : quelles alternatives ?*, 2002.

- L'ÉCOLOGISTE
<http://www.ecologiste.org/>
 N° 6, *Défaire le développement, refaire le monde*, février 2002.

- SILENCE
<http://www.revuesilence.net/>
 N° 302, « La peur de la décroissance », octobre 2003.
 N° 304, « Pour une société de frugalité », de François Brune, décembre 2003.
 N° 307, « Écocités : villes et décroissance urbaine », février 2004.

3. Brochures

- LA LIGNE D'HORIZON
<http://www.lalignedhorizon.org/>
Du chômage à l'autonomie conviviale, Ingmar Grandstedt, co-édition Silence, La ligne d'horizon, Utovie, MRERS, 1983 (réédition 1995).
À bâtons rompus. Conférence-débat avec François Partant (Lyon, 1983), Paris, Éd. La ligne d'horizon, 1995.
L'Économie-monde en question. Introduction à l'œuvre de François Partant, Paris, Éd. La ligne d'horizon, 1996.
Sel, pour changer échangeons, collectif, Paris, Éd. Silence, 1998.

- PRIMEVERE
<http://primevere.salon.free.fr/>
Actes écrits. Neuf conférences sur le thème « Sortir de l'insoutenable mondialisation », collectif, Lyon, Éd. Primevère, 2001 (brochure).

- RÉSEAU ROCADE POUR L'APRÈS-DÉVELOPPEMENT
<http://www.apres-developpement.org/>
Manifeste du réseau pour l'après-développement, collectif, Gaillac, 2003 (brochure).

- ACTES DE COLLOQUES
Impasse de la croissance, impasse du développement, quelle alternative ?, Lyon, 1988 (58 p.).
Le Travail a-t-il un avenir sur terre ?, Paris, 1993 (55 p.).
Silence, on développe... la pauvreté, Paris, 1996 (45 p.).
Sortir de l'imposture économique, Lyon, 1997 (90 p.).
Défaire le développement, refaire le monde, Paris, 2002 (300 p.).

Mille et une nuits propose des chefs-d'œuvre pour le temps
d'une attente, d'un voyage, d'une insomnie...

La Petite Collection (extrait du catalogue) 490. David HUME, *Du commerce et du luxe*. 491. Jean-Marc PARISIS, *Renvoi d'ascenseur*. 492. Patrick BESSON, *Zodiaque amoureux*. 493. Sébastien BAILLY, *Le Meilleur des jeux de mots*. 495. PLATON, *Protagoras*. 496. Marcel PROUST, *L'Indifférent et autres textes de jeunesse*. 497. PÉTRONE, *Le Dîner chez Trimalchion*. 498. Alain CRÉHANGE, *L'Anarchiviste et le Biblioteckel. Dictionnaire de mots-valises*. 499. Arthur SCHOPENHAUER, *Au-delà de la philosophie universitaire*. 500. Henry David THOREAU, *La Moelle de la vie. 500 aphorismes*. 501. Jérôme LÉROY, *Rêve de cristal*: Arques, 2064. 502. Patrick BESSON, *L'Orgie échouée*. 503. Paul CÉZANNE, *La Peinture couillarde. Propos choisis*. 504. LÉON PINSKER, *Autoémancipation ! Avertissement d'un Juif russe à ses frères*. 505. Claude CAHUN, *Héroïnes*. 506. VOLTAIRE, *Le Fanatisme ou Mahomet le Prophète*. 507. Philarète CHASLES, *Vie de Daniel Defoe*. 508. Emmanuel KANT-Moses MENDELSSOHN, *Qu'est-ce que les Lumières ?* 509. Henry David THOREAU, *De l'esclavage. Plaidoyer pour John Brown*. 510. VOLTAIRE, *Histoire des croisades*. 511. Patrick BESSON, *La Titanic*. 512. Michel CHEVALIER, *Système de la Méditerranée*. 513. Ambroise VOLLARD, *Le Père Ubu à la guerre*. 514. Car Von CLAUSEWITZ, *Principes fondamentaux de stratégie militaire*. 515. Frédéric PAGES, *Philosopher ou l'art de clouer le bec aux femmes*. 516. Johann Gottlieb FICHTE, *De la liberté de penser*. 517. Victor HUGO, *Lettres à Léonie*. 518. Jean JAURES, *Il faut sauver les Arméniens*. 519. Alfred JARRY, *L'Amour en visites*. 520. Ernest FEYDEAU, *Souvenirs d'une cocodette, écrits par elle-même*. 521. Sylvie TESTUD, *Gamines (théâtre)*. 522. Sylvain MARÉCHAL, *Projet d'une loi portant défense d'apprendre à lire aux femmes*. 523. Joris-Karl HUYSMANS, *Gilles de Rais*. 524. Michel FRIEDMAN, *Mythologies du vocabulaire*. 525. Lord CHESTERFIELD, *Conseils à mon fils. Choix de lettres*. 526. Karl MARX, *La Guerre civile en France*. 527. Jean-Baptiste BOTUL, *La Métaphysique du Mou*.

Pour chaque titre, le texte intégral, une postface,
la vie de l'auteur et une bibliographie.

49.4963.06.2

N° d'édition : 89620

Achevé d'imprimer en juin 2007.
par LiberDuplex (Barcelone, Espagne).